

2158

# Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS)

---

Quatorzième Session du Conseil des Ministres

( Mindélo, 22 au 28 Janvier 1981 )

Cap Vert

## COMPTE RENDU

COMITE PERMANENT INTERETATS DE LUTTE CONTRE  
LA SECHERESSE DANS LE SAHEL (CILSS)



QUATORZIEME SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES  
(MINDELO, 22 - 28 JANVIER 1981)

C O M P T E            R E N D U  
-----

THESE DOCUMENTS ARE THE PROPERTY OF THE  
U.S. GOVERNMENT AND ARE NOT TO BE  
REPRODUCED OR TRANSMITTED IN ANY FORM  
WITHOUT PERMISSION



QUARTERMASTER GENERAL'S OFFICE  
(MEMORANDUM FOR THE SECRETARY OF THE ARMY)

RECEIVED  
OFFICE OF THE QUARTERMASTER GENERAL  
WASHINGTON, D.C.

100-100000

T A B L E   D E S   M A T I E R E S  
-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

I - SEANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE

- 1°) - Discours de bienvenue du Ministre du Développement Rural du Cap-Vert, Ministre Coordonnateur du CILSS ..... 4
- 2°) - Allocution des Représentants des Institutions Spécialisées des Nations Unies .....
  - a) - PNUD - Message de Monsieur Michel DOO KINGUE ..... 9
  - b) - FAO - Message de Monsieur SAMBACOR SAR ..... 14
  - c) - UNSO - Message de Monsieur MAGDI ..... 16

II - EXAMEN DES POINTS INSCRITS A L'ORDRE DU JOUR EN SEANCE PLEINIÈRE

- 1°) - Compte rendu de la réunion des experts préparatoire au Conseil des Ministres ..... 21
- 2°) - Conclusion des travaux des Commissions ..... 23
  - a) - Rapport de la Commission 1 ..... 23
  - b) - Rapport de la Commission 2 ..... 30

III - EXAMEN A HUIS-CLOS DE CERTAINS POINTS DE L'ORDRE DU JOUR

- 1°) - Propositions de révision par le Secrétariat Exécutif de l'article 10 de la Convention de création du CILSS, consistant à réduire les sessions ministérielles du CILSS à une seule session annuelle ... 35
- 2°) - Problèmes rencontrés dans la mise en oeuvre des résolutions du 12ème Conseil des Ministres relatives à l'élaboration des politiques céréalières ... 35
- 3°) - Note sur le projet de stocks de sécurité ..... 35
- 4°) - Projet IPM 625-0928 : Lutte intégrée contre les principaux ennemis des cultures (annexe B) ..... 36





5°) - Rapport entre le Secrétariat Exécutif et les Institutions Spécialisées du CILSS .....	36
6°) - Passation de service de la Direction du Centre Agrhymet Niamey -République du Niger .....	37
7°) - Nomination de l'Agent Comptable du Secrétariat Exécutif du CILSS .....	37
8°) - Situation financière du Secrétariat Exécutif et des Institutions Spécialisées du CILSS .....	37
9°) - Logement du Secrétaire Exécutif du CILSS .....	37
10°) - Nouvelles adhésions au CILSS .....	37
11°) - Taux forfaitaires journaliers des indemnités de déplacement accordées au fonctionnaires et agents du CILSS .....	38
12°) - Suppression de véhicules de service et instau- ration d'une indemnité de transport de 40.000 F.CFA aux Directeurs de services du Secrétariat Exécu- tif du CILSS .....	38
13°) - Harmonisation des règlements financiers et instauration d'un contrôle financier au Secré- tariat Exécutif et aux Institutions Spécialisées ...	39
14°) - Sahélisation et harmonisation de la rémunération des cadres du CILSS .....	39
15°) - Rappel du Docteur TRAORE Seydoux, Directeur des Projets et Programmes du Secrétariat Exécutif du CILSS .....	39

#### IV - SEANCE SOLENNELLE DE CLOTURE

1°) - Communiqué final .....	40
2°) - Appel à la Communauté Internationale en faveur des pays du Sahel .....	43
3°) - Allocution de remerciements prononcé par Son Excellence BRAH MAHAMANE, Ministre du Développe- ment Rural du Niger .....	43

10	1. - A propos de la situation économique de la République Tchèque
20	2. - Situation économique de la République Tchèque
30	3. - Situation économique de la République Tchèque
40	4. - Situation économique de la République Tchèque
50	5. - Situation économique de la République Tchèque
60	6. - Situation économique de la République Tchèque
70	7. - Situation économique de la République Tchèque
80	8. - Situation économique de la République Tchèque
90	9. - Situation économique de la République Tchèque
100	10. - Situation économique de la République Tchèque
110	11. - Situation économique de la République Tchèque
120	12. - Situation économique de la République Tchèque
130	13. - Situation économique de la République Tchèque
140	14. - Situation économique de la République Tchèque
150	15. - Situation économique de la République Tchèque
160	16. - Situation économique de la République Tchèque
170	17. - Situation économique de la République Tchèque
180	18. - Situation économique de la République Tchèque
190	19. - Situation économique de la République Tchèque
200	20. - Situation économique de la République Tchèque

#### IV - SITUATION ECONOMIQUE DE LA REPUBLIQUE TCHÈQUE

10	1. - Communication finale
20	2. - Appel à la Communauté internationale en faveur
30	3. - Les pays du Sud
40	4. - Affection de l'ensemble des problèmes
50	5. - Réflexions sur le rôle de la République Tchèque
60	6. - Appel à la Communauté internationale en faveur

4°) - Motion de remerciements .....	45
5°) - Discours de clôture de Son Excellence JOAO PEREIRA SILVA, Ministre du Développement Rural des Iles du Cap-Vert, Ministre Coordonnateur du CILSS .....	46

V - ANNEXES

1°) - Différentes résolutions et motions du Conseil des Ministres .....	49
2°) - Communications diverses en séance plénière du Conseil des Ministres .....	62
a) - Allocution prononcée par Madame DE LATTRE Chef du Secrétariat du Club du Sahel .....	62
b) - Intervention du Représentant de la BADEA .....	69
c) - Allocution de M. SCHNEIDER, Secrétaire Général Adjoint de l'OMM .....	69
3°) - Liste des participants .....	71





La quatorzième session ordinaire du Conseil des Ministres du CILSS s'est tenue les 26, 27 et 28 janvier 1981 à Mindelo, République des Iles du Cap Vert.

Les travaux se sont déroulés sous la présidence de son Excellence Joao Pereira Silva, Ministre coordonnateur du CILSS, Ministre du développement rural du Cap Vert.

#### I - SEANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE

La session a été ouverte par une allocution de bienvenue de son Excellence Joao Pereira Silva, Ministre coordonnateur du CILSS.

##### 1) - Discours de bienvenue du Ministre du Développement rural du Cap Vert, Ministre coordonnateur du CILSS.

Messieurs les Ministres et chers collègues,  
Messieurs les Ambassadeurs et Représentants des Organisations Internationales,  
Honorables Invités,  
Mesdames et Messieurs les Experts,

Voici qu'à nouveau nous nous retrouvons dans le cadre des échanges réguliers et périodiques que nous tenons depuis septembre 1973 pour donner à notre organisation commune, le CILSS, les directives qui doivent lui permettre d'être toujours plus efficient, dans la lutte que depuis cette date nous menons solidairement pour enrayer les effets de la sécheresse et conduire nos pays à l'autosuffisance alimentaire.

Mes premiers mots à cette occasion seront pour vous remercier très sincèrement d'avoir répondu à notre invitation. Ces remerciements s'adressent à vous, mes Collègues Ministres, à vous Experts mais surtout à la Communauté Internationale dont il me plaît de saluer les Représentants que sont Madame DE LATTRE, Chef du Secrétariat du Club du Sahel, Monsieur Peter MOLT, Représentant du PNUD, Monsieur Galal MAGDI, Directeur de l'UNSO, Monsieur SCHNEIDER, Secrétaire Général Adjoint de l'OMM, Monsieur Samba Cor Sar, Directeur du Bureau Régional de la FAO en Afrique.

A vous tous, honorables hôtes, il m'est agréable de souhaiter, au nom du Chef de l'Etat, le Camarade Président Aristides PEREIRA, de son





Gouvernement et du peuple Cap-Verdien tout entier, la bienvenue à MINDELO.

Pour des raisons que vous connaissez et qui tiennent à la modestie de nos moyens matériels, l'hospitalité que vous trouverez ici sera faite de simplicité mais je puis vous assurer que rien ne sera épargné pour la rendre cordiale, fraternelle et chaleureuse.

En tout cas, je souhaite à tous un agréable séjour à MINDELO et vous prie de vous y considérer comme chez vous, ce que vous n'aurez guère de mal à faire tant est profonde l'hospitalité de cette ville traditionnellement connue pour sa "morabeza", sa joie de vivre et son ouverture au monde.

Mes Chers Collègues,  
Honorables Invités,  
Mesdames et Messieurs

Nous nous retrouvons certes en session ordinaire, dans le cadre des échanges réguliers sans lesquels aucune organisation n'est viable. Bien sûr, à ce titre, nous aurons, comme à l'accoutumée, d'une part à contrôler l'état d'exécution des tâches confiées à notre Secrétaire Exécutif et aux Institutions Spécialisées, d'autre part à donner à ces instruments de notre solidarité des orientations de travail pour les mois à venir.

Mais pour être ordinaire, cette session ne constitue pas pour autant un pur exercice de routine. Bien au contraire, cette 14ème session qui va nous réunir deux jours durant est d'une importance capitale et cela pour trois raisons au moins que vous me permettrez d'évoquer en guise d'introduction à nos travaux.

La première raison qui confère à ce 14ème Conseil une signification particulière réside dans le fait qu'elle se tient 2 mois à peine après la 4ème Conférence du Club du Sahel dont j'ai eu à souligner, à l'occasion de notre 13ème session à Niamey en juin 1980, toute l'importance que nous devons lui accorder et tous les espoirs que nous plaçons en elle.

Comme vous le savez, cette conférence, abritée par le Royaume du Koweït les 16 et 17 novembre 1980, a été couronnée d'un succès qui a

...and the ...  
...

...the ...  
...the ...  
...the ...

...the ...  
...the ...  
...the ...

...the ...  
...the ...  
...the ...

...the ...  
...the ...  
...the ...  
...the ...  
...the ...

...the ...  
...the ...  
...the ...  
...the ...  
...the ...

...the ...  
...the ...  
...the ...  
...the ...  
...the ...

même dépassé nos espérances et qui trouve son explication dans le remarquable travail préparatoire effectué par les Secrétariats du CILSS et du Club du Sahel à qui je voudrais, au passage, renouveler mes vives félicitations.

A cette occasion, le capital de sympathie et de confiance que nous nous étions constitué s'est accru, le cercle de nos amis s'est élargi notamment avec la décision confirmée de nos frères arabes de participer de façon plus significative que par le passé à notre combat pour le développement. A ce propos, j'ai la joie de vous révéler qu'en marge de nos travaux se tiendra la première réunion de concertation avec nos frères, et désormais partenaires, arabes pour déterminer les modalités pratiques d'élaboration d'un programme de coopération dont j'ai la conviction qu'il sera exemplaire.

Mais ce succès enregistrés à Koweït nous confèrent également des responsabilités accrues dont il s'agira de trouver, au cours de notre présente session, les voies et moyens pour les assumer pleinement. Je pense à la prise en considération, dans nos plans nationaux de développement, des lignes stratégiques que nous avons adoptées à Koweït et à la poursuite des efforts que nous avons entrepris pour infléchir l'aide extérieure vers ces lignes stratégiques. Je pense également à l'épineux problème du financement des charges récurrentes sur lequel, à Koweït, nous avons donné mandat aux deux Secrétariats du CILSS et du Club du Sahel d'organiser un colloque en vue d'examiner des solutions pratiques.

La seconde raison pour laquelle cette session revêt une importance particulière c'est qu'elle aura à examiner le travail accompli par le Secrétariat Exécutif et les institutions spécialisées au cours du semestre écoulé. Or les tâches que nous avons résolu de confier à ces organes de notre Comité étaient particulièrement difficiles. Je n'en citerai que deux sur lesquelles nous aurons à nous pencher avec la plus grande lucidité et le plus grand courage, tant sont grandes leurs incidences techniques et politiques et contraignants les choix qu'elles nous imposent. Il s'agit en premier lieu du projet de constitution de stocks céréaliers nationaux et régionaux de sécurité au Sahel, en second lieu de la révision de l'accord OMM/CILSS sur le Programme Agrhymet.





Sur le premier point, les questions que nous avons à considérer, à la suite de l'étude de factibilité exécutée par la FAO, portent sur les responsabilités opérationnelles d'une nouvelle unité administrative de gestion des stocks au CILSS et ses conséquences juridiques sur le plan international instamment sur la Convention amendée portant création du CILSS, la localisation et la dimension des réserves, la planification des importations, l'intensification de la production vivrière, l'élaboration d'une politique céréalière régionale. Ce sont là autant de sujets dont il n'est pas besoin de souligner les difficultés qu'ils recèlent, autant de sujets qui méritent un examen approfondie et sur lesquels nous aurons à prendre des décisions ici même. Anticipant quelques peu sur le débat que nous allons avoir à ce propos, je crois devoir souligner que compte tenu de l'importance des investissements à réaliser qui se montent à 220 millions de dollars, compte tenu de la durée du projet, compte tenu enfin du taux d'inflation actuel, tout retard de notre part à donner, suite à cette étude, signifierait le maintien des populations de nos pays dans l'insécurité alimentaire. Aussi tendrai-je à recommander une approbation de principe des principales conclusions de l'étude, quitte à affiner, au cours de nos prochaines sessions, certains détails de l'exécution du projet.

Sur le second point que j'ai mentionné tout à l'heure, à savoir le programme Agrhymet, un groupe conjoint CILSS/OMM a travaillé sans désespérer durant tout le semestre écoulé pour améliorer l'accord de base qui nous lie à l'OMM pour l'exécution de ce Programme dont l'intérêt tout particulier tient au fait qu'à l'heure actuelle, les problèmes dominants du Sahel ont une origine climatique. Il s'agira au cours de cette session, d'examiner les propositions de ce groupe de travail notamment celles qui ont trait à la gestion et à la coordination du programme ainsi qu'à la nomination du Directeur et aux dispositions statutaires applicables à ses conditions de service.

Cette 14ème session est d'une importance particulière, en troisième lieu, parce qu'elle fait suite à la campagne agricole 1980-81. Il s'agira ici d'en faire le bilan; il s'agira surtout de trouver les moyens de mettre en oeuvre pleinement les décisions que nous avons prises à Niamey lors de notre 13ème session pour éviter les décalages, préjudiciables à tous égards, dans les besoins en aide d'urgence tels que nous exprimons et tels





que les estiment nos amis des institutions et pays donateurs. C'est là une tâche d'autant plus urgente qu'à l'exception du Niger qui, cette année, a connu un hivernage proche de la normale, la campagne agricole 1980-81 peut être considérée comme très médiocre dans tout le Sahel comme le craignait le Président en exercice de notre organisation, le Général Moussa TRAORE qui a fait à ce sujet une importante déclaration au mois d'octobre 1980 à Rome au siège de la FAO.

C'est dire, Chers Collègues, Honorables Invités, Mesdames et Messieurs les Experts, que notre travail au cours de la présente session ne sera pas de tout repos.

Je ne doute cependant pas un instant qu'à tous les problèmes que je viens de brosser rapidement et à tous les autres points de notre ordre du jour, nous trouverons des réponses satisfaisantes. J'en doute d'autant moins que je connais la détermination qu'il y a en tous et en chacun de vous, d'oeuvrer résolument pour que soit rayé de notre région le triste spectacle de la faim et de la désolation et pour que commence une nouvelle vie pour nos paysans, nos pêcheurs, nos pasteurs dont le courage, face à l'adversité climatique, force le respect de nos partenaires de la Communauté Internationale à qui je renouvelle l'expression de notre profonde gratitude pour le soutien qu'ils nous apportent.

Chers Collègues,  
Honorables Invités,  
Mesdames et Messieurs les Experts,

Je suis persuadé que les débats francs et ouverts que nous allons avoir, nous permettront de poursuivre notre lutte pour l'autosuffisance alimentaire avec plus d'efficacité et c'est sur cette note d'espoir que je voudrais m'arrêter et déclarer ouverte la 14ème session ordinaire du Conseil des Ministres du CILSS.

2)- Après l'allocution de bienvenue du Ministre coordonnateur du CILSS, la parole a été donnée aux représentants du PNUD, de la FAO et de l'UNSO qui ont chacun lu un message.



- a) - Message de M. Michel DOO KINGUE, directeur régional du PNUD pour l'Afrique, lu par M. Peter Molt, représentant résident du PNUD à Ouagadougou :

Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

Jusqu'au dernier moment, j'ai pensé pouvoir assister moi-même à votre importante réunion. Cependant, des obligations inattendues m'ont empêché d'être des vôtres aujourd'hui et partager avec vous de vive voix quelques réflexions sur la coopération entre le Comité Inter-états de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Permettez donc que les choses étant ce qu'elles sont, le Chef de la Délégation du PNUD, Monsieur Peter Molt, lise mon texte à ma place.

La collaboration entre le PNUD et le CILSS est aussi vieille que le CILSS lui-même.

Il y a quelques jours, j'ai présidé à Dakar du 14 au 16 janvier une réunion des Représentants Résidents du PNUD en poste dans les pays sahéliens et à laquelle ont également pris part les délégués de la plupart des organisations de la famille des Nations Unies. L'objet de la réunion était d'examiner la manière dont l'ensemble du système des Nations Unies pouvait mieux assister les pays sahéliens individuellement et collectivement, particulièrement au cours des années 1982 - 1986.

Plus spécifiquement, la réunion a eu à examiner la coopération existant entre les organisations de la famille des Nations Unies et les Etats membres du CILSS en vue de l'améliorer. Elle devait suggérer une approche commune du système des Nations Unies à la solution des problèmes des pays du Sahel et formuler notamment des recommandations sur l'utilisation des ressources du PNUD et des autres programmes d'assistance des Nations Unies dans la zone sahélienne.

Quelles sont les conclusions auxquelles cette réunion a abouti ?

Je les classerai en trois rubriques.

En premier lieu, tout en estimant que la Coopération entre les





organisations du système des Nations Unies et les Etats membres du CILSS est bonne et a permis d'atteindre des résultats importants dans la résolution des problèmes sahéliens, la réunion a regretté que les projets financés par les Nations Unies au titre de cette coopération ne soient pas davantage des projets de production alimentaire, même si bon nombre d'entre eux apportent une contribution significative à la mise en oeuvre d'une politique d'auto-suffisance alimentaire dans la zone sahélienne. La réunion recommande donc qu'un accent particulier soit mis, dans l'avenir, sur les activités de production agricole.

En deuxième lieu, la réunion s'est préoccupée des incidences d'une saine politique énergétique dans les états membres du CILSS, la désertification étant favorisée par le déboisement requis notamment pour satisfaire les besoins en fuel domestique. Il a donc été recommandé d'aider les pays sahéliens dans la promotion des politiques et des techniques permettant une plus grande conservation des ressources forestières et un usage plus poussé des techniques nouvelles concernant l'utilisation du bois de chauffe ainsi que les autres types d'énergies renouvelables (hydroélectricité, énergie solaire, énergies dérivées de la Biomasse, etc...).

S'agissant plus généralement des mesures à prendre pour lutter contre la désertification, il a été retenu que le PNUD convoquera avant la fin du mois d'avril de cette année, une réunion d'experts des organisations compétentes concernées du Système des Nations Unies en vue d'arrêter un programme d'action à recommander aux pays africains et dont la mise en oeuvre pourrait être entreprise au cours des années 1982-1986. Le Conseil d'Administration du PNUD, ~~a en effet demandé~~, l'andernier, qu'un tel programme lui soit présenté au cours de sa prochaine session au mois de juin de cette année.

En troisième lieu, la réunion des Représentants Résidents du PNUD en poste dans les Etats membres du CILSS a préconisé que la planification de la coopération entre le système des Nations Unies et les pays du Sahel soit entreprise sur la base d'une programmation par objectifs qui évite l'atomisation des ressources disponibles. A cet égard, cinq objectifs ont été retenus dans cette programmation :





1) - La maîtrise de l'eau sans laquelle l'agriculture et l'élevage sahéliens seraient perpétuellement menacés par les aléas climatiques. Cette maîtrise de l'eau permettrait l'utilisation des eaux de surface et des eaux souterraines pour les besoins des hommes, des animaux et des plantes.

2) - L'auto-suffisance alimentaire qui demeure la priorité des priorités et qui ne semble pas possible sans la maîtrise de l'eau.

3) - L'aménagement de l'espace sahélien pour un bien-être des populations de cette région. Cela implique notamment le développement de la planification dans chaque pays tant au niveau central qu'à l'échelon régional, la mise en oeuvre d'une saine et vigoureuse politique de développement rural, le développement de l'application d'une politique énergétique appropriée, le développement des infrastructures requises, et la protection de l'environnement africain.

4) - Le renforcement et la diversification des économies sahéliennes par une meilleure organisation et une gestion plus rigoureuse des secteurs traditionnels ainsi que par le développement des nouveaux secteurs d'activités.

5) - Le développement et l'utilisation rationnelle des ressources humaines requises pour la conception et la mise en oeuvre des programmes de développement.

Il a été convenu, par ailleurs, de recommander à tous les Gouvernements des Etats membres du CILSS d'entreprendre la préparation de leurs programmes pluri-annuels de coopération avec le PNUD pour les années 1982-1986 de manière à ce qu'ils puissent être soumis ensemble au Conseil d'Administration du PNUD pour approbation en juin 1982.

Voilà, en quelques mots, les principales conclusions de la réunion de concertation qui a eu lieu à Dakar du 14 au 16 janvier de cette année entre les Représentants Résidents du PNUD en poste dans les pays du Sahel et les délégués des divers organisations du système des Nations Unies.

Ces conclusions me paraissent réalistes et raisonnables. En vous les présentant, je me permets d'espérer que vos Gouvernements leur réserveront le meilleur accueil.



J'en arrive à présent au deuxième volet de ma communication, celui concernant quelques réflexions sur l'assistance à fournir aux pays membres du CILSS.

Je m'empresse de dire qu'il est nécessaire d'accroître de manière substantielle l'assistance de la Communauté Internationale à ces pays afin qu'ils puissent vivre au-delà de la simple <sup>subsistance</sup>. Pour sa part, le PNUD a décidé de leur accorder, au titre des allocations par pays (CIP), une assistance deux fois et demi plus importante en 1982-1986 qu'en 1977-1981. Je souhaite donc que l'exemple du PNUD soit suivi et même dépassé par les autres sources de financement.

J'ai eu à l'occasion de souligner, à cet égard, et pas plus tard qu'au mois de novembre dernier au Koweït, combien je déplorais une certaine inertie du Club du Sahel dans la mobilisation des ressources en faveur des Etats membres du CILSS pris individuellement. Je reconnais volontiers que le Club du Sahel est un forum et que ses efforts et ses résultats au niveau global du CILSS sont, dans une large mesure, remarquables. Il n'en demeure pas moins, à mon avis, que le Club du Sahel qui est une structure de concertation entre tous les pays sahéliens et leurs partenaires dans le développement devrait jouer un rôle plus actif dans la mobilisation des ressources pour le développement de chacun de ces pays. Le succès de la stratégie arrêtée d'un commun accord dans le cadre du Club en dépend.

Comme je l'ai également dit à la conférence du Club du Sahel au Koweït, il importe que les programmes dont il est convenu au niveau des réunions du CILSS et du Club du Sahel soient pris en compte dans les planifications nationales et reflétés dans les demandes que chaque Gouvernement des pays sahéliens soumet pour financement aux diverses sources d'assistance technique et/ou d'assistance financières.

L'occasion est particulièrement opportune en ce qui concerne le financement par le PNUD pour les années 1982-1986 dans le cadre de la programmation par objectifs que j'ai décrite tout à l'heure.

Je me permets de suggérer par ailleurs qu'au niveau de chaque pays, le Gouvernement organise systématiquement une concertation avec tous les Représentants des sources de financement en vue de réaliser pleinement son



L'annuaire de l'Union soviétique pour 1955, publié par le Comité central de l'Union soviétique, contient des renseignements sur les membres du GIPSS.

Le GIPSS est une organisation internationale de jeunes hommes et femmes, fondée en 1952, qui a pour but de promouvoir la coopération internationale et la compréhension mutuelle entre les jeunes de tous les pays. Elle a été créée par le Comité central de l'Union soviétique et le Comité central de la République démocratique allemande. Le GIPSS a des sections dans plus de 100 pays et a des membres dans plus de 100 millions de personnes.

Le GIPSS est une organisation internationale de jeunes hommes et femmes, fondée en 1952, qui a pour but de promouvoir la coopération internationale et la compréhension mutuelle entre les jeunes de tous les pays. Elle a été créée par le Comité central de l'Union soviétique et le Comité central de la République démocratique allemande. Le GIPSS a des sections dans plus de 100 pays et a des membres dans plus de 100 millions de personnes. Elle a pour but de promouvoir la coopération internationale et la compréhension mutuelle entre les jeunes de tous les pays. Elle a été créée par le Comité central de l'Union soviétique et le Comité central de la République démocratique allemande. Le GIPSS a des sections dans plus de 100 pays et a des membres dans plus de 100 millions de personnes.

Le GIPSS est une organisation internationale de jeunes hommes et femmes, fondée en 1952, qui a pour but de promouvoir la coopération internationale et la compréhension mutuelle entre les jeunes de tous les pays. Elle a été créée par le Comité central de l'Union soviétique et le Comité central de la République démocratique allemande. Le GIPSS a des sections dans plus de 100 pays et a des membres dans plus de 100 millions de personnes.

Le GIPSS est une organisation internationale de jeunes hommes et femmes, fondée en 1952, qui a pour but de promouvoir la coopération internationale et la compréhension mutuelle entre les jeunes de tous les pays. Elle a été créée par le Comité central de l'Union soviétique et le Comité central de la République démocratique allemande. Le GIPSS a des sections dans plus de 100 pays et a des membres dans plus de 100 millions de personnes.

programme de développement. Comme vous le savez, cette approche a été recommandée tant par la CNUCED que par l'Assemblée Générale de l'ONU pour les pays classés parmi les moins avancés du monde. Sur les huit Etats membres du CILSS, six se trouvent dans cette catégorie, et l'Assemblée Générale de l'ONU a décidé que les autres pays sahéliens (la Mauritanie et le Sénégal) soient assimilés aux pays les moins avancés tant que durera la sécheresse qui les affecte. C'est dire que pour chacun de ces pays il serait souhaitable d'organiser des réunions périodiques de Bailleurs de Fonds, soit dans le cadre du Club du Sahel soit dans un autre cadre. Le PNUD qui a une expérience intéressante dans ce domaine depuis près de dix ans, est disposé à aider les Gouvernements des pays sahéliens qui le souhaiteraient, dans l'organisation de telles concertations périodiques.

Enfin, je ne saurais terminer cet exposé sans me référer au problème de l'aide alimentaire d'urgence. La persistance et l'importance des besoins dans ce domaine ont fait dire à une certaine presse que la sécheresse était devenue un bon alibi qui camoufle des faiblesses structurelles et fonctionnelles des appareils nationaux de production alimentaire dans les pays du Sahel. Il me semble que ce problème devrait mériter une attention particulière de votre Conseil, d'autant plus qu'on note une certaine démobilisation des sources d'aide alimentaire sollicitées par les Etats membres du CILSS.

En conclusion, Monsieur le Président, Excellences, Mesdames et Messieurs, je tiens à vous assurer que le PNUD entend continuer, en l'amplifiant, la fructueuse coopération qui s'est établie entre le CILSS et lui ainsi qu'entre chacun des pays membres de votre Organisation et le PNUD.

J'ai signalé, tout à l'heure, l'augmentation de l'assistance du PNUD à chacun des Etats sahéliens en 1982-1986. Je voudrais ajouter que plusieurs priorités que comporte le programme régional du PNUD en cours de préparation pour les cinq prochaines années concernent les problèmes intéressant la zone sahélienne : auto-suffisance alimentaire, développement des grands bassins fluviaux et lacustres, lutte contre la désertification et actions de protection de l'environnement africain, programme spécial pour les pays classés parmi les moins avancés, les pays enclavés et les pays insulaires, décennie des transports et communications, programme de





développement énergétique, pour ne citer que les priorités les plus significatives. Il en résulte qu'au titre du programme régional du PNUD pour l'Afrique, des ressources importantes iront aussi aux pays sahéliens. C'est dire que c'est avec une grande confiance dans l'avenir de notre coopération avec vous que nous abordons le troisième cycle de programmation du PNUD.

Je vous remercie.

b) - Message de M. Sambacor Sar , sous directeur général de la  
FAO, représentant la FAO :

Monsieur le Président,  
Excellence, Messieurs les Ministres,  
Excellences, Messieurs les Ambassadeurs,  
Monsieur le Secrétaire Exécutif,  
Mesdames, Messieurs

En me chargeant de le représenter à la quatorzième session du Conseil des Ministres du Comité Inter-états de Lutte contre la Sécheresse au Sahel, le Directeur Général de l'Organisation de l'Alimentation et de l'Agriculture des Nations Unies m'a demandé de vous exprimer ses regrets de ne pas être avec vous aujourd'hui pour des raisons de force majeure. Il m'a prié de vous transmettre ses remerciements pour votre aimable invitation et ses meilleurs vœux de succès dans vos travaux.

Cette année encore, le continent africain et la région sahélienne en particulier, connaissent une situation alimentaire particulièrement préocupante. Les premières estimations des missions multidonateurs qui viennent d'être organisées, dans la plupart de vos pays font état d'un lourd déficit céréalier de plusieurs centaines de milliers de tonnes. La FAO et le PAM ont déjà accordé une aide alimentaire d'urgence à plusieurs Etats membres du CILSS et notre Directeur Général, cette année encore, prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la Communauté Internationale puisse être rapidement sensibilisée à cette situation et aux conséquences dramatiques qu'elle entraîne pour les populations sahéliennes, à l'issue de plus de dix années de mauvais résultats agricoles.

Monsieur le Président,  
Messieurs les Ministres,

Dans un contexte aussi préoccupant, je voudrais souligner l'extrême importance que la FAO attache aux décisions que votre réunion sera amenée





à prendre, en matière d'amélioration de la sécurité alimentaire au sens le plus large du terme.

Notre Directeur Général attend en particulier, avec un vif intérêt, la position que votre Conseil pourrait adopter vis-à-vis de l'importante étude de factibilité sur les stocks céréaliers régionaux et nationaux dans le Sahel qui vous est soumise.

En matière d'amélioration de la sécurité alimentaire dans votre région, cette étude ne constitue que l'un des volets des futures politiques céréalieres, définies lors de l'important colloque CILSS/Club du Sahel tenu à Nouakchott en juillet 1979 et dont les grandes lignes ont été approuvées par votre Conseil en janvier 1980, à Ouagadougou, lors de la 12<sup>e</sup> session. Mais, il s'agit à nos yeux d'un volet essentiel dont la mise en oeuvre rapide montrera à la Communauté Internationale que l'autosuffisance et la sécurité alimentaire demeurent les priorités fondamentales de votre organisation et, qu'au delà des aides d'urgence que vous êtes amenés à solliciter, vous vous attaquez réellement aux problèmes de fond du développement de votre région. Dans cette lutte, je voudrais vous assurer que la FAO, présente auprès du CILSS dès sa création, en 1973, ne ménagera aucun effort pour vous apporter, dans la mesure de ses moyens, l'assistance dont vous pourriez avoir besoin. Aussi, m'est-il très agréable de vous informer que notre Directeur Général a signé avec le Secrétaire Exécutif, la semaine dernière un projet d'assistance au CILSS, financé par notre Programme de Coopération Technique, grâce auquel deux experts de haut niveau assisteront pendant un an le Secrétariat dans le domaine de la formulation et de l'analyse de projets agricoles. Si notre Organisation suit de très près l'exécution du Programme de Première Génération qui arrive bientôt à son terme et si elle partage vos préoccupations quant à l'insuffisance des financements obtenus, elle est consciente que ce programme préparé hâtivement en 1976/77, ne pourra, seul, vous permettre de surmonter les nombreuses difficultés auxquelles vous êtes confrontés. La préparation du Programme de 2<sup>e</sup> Génération devra être entreprise rapidement et de nouveaux types de projets devront être identifiés particulièrement dans le domaine de la céréaliculture en sec et en irrigué. C'est à cette tâche que nous souhaiterions que les deux experts cités précédemment soient associés étroitement avec l'aide permanente de notre siège de Rome et de notre bureau régional d'Accra. Voilà, Monsieur le Président, quelques observations et





informations que le Directeur Général m'a chargé de vous transmettre.

Je vous renouvelle tous mes vœux de succès pour cette 14ème session du Conseil des Ministres et vous remercie d'avoir donné à la FAO l'occasion d'y participer et de continuer à marquer de façon aussi concrète que possible son engagement dans la lutte contre la faim et pour l'amélioration du monde rural.

Je vous remercie.

c) - Message de M. Magdi, directeur du FENU et conseiller spécial de l'administrateur du PNUD pour les questions soudano-sahéliennes, représentant l'UNSO :

Monsieur le Président,

Je vous remercie pour l'occasion que vous m'offrez ce matin de vous faire un bref exposé sur les activités de l'UNSO durant l'année écoulée. Nous avons soumis à l'attention du Conseil par l'intermédiaire du Secrétaire Exécutif du CILSS le document intitulé "Rapport sur la mise en oeuvre des projets prioritaires des Etats Membres du CILSS financés par l'UNSO". Le rapport qui a été soumis à la réunion des Experts décrit en détail l'état d'avancement de la mise en oeuvre des projets prioritaires soumis par vos Etats. Afin de mieux situer ce rapport dans le contexte du rôle confié à l'UNSO par l'Assemblée Générale, vous me permettrez de rappeler d'une manière succincte ses responsabilités.

Comme vous le savez depuis sa création par le S.G. en 1973 suite à la sécheresse qui a bouleversé la vie économique et sociale du Sahel, l'Assemblée Générale des Nations Unies lui a confié successivement deux mandats :

1. Servir de mécanisme central pour la coordination des efforts du système des Nations Unies pour aider les pays membres du CILSS à réaliser leur programme de redressement et de relèvement à moyen et à long termes.

2. Agir comme l'organe principal des Nations Unies chargé d'aider pour le compte du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) les pays de la région soudano-sahélienne à mettre en oeuvre le plan d'action pour combattre la désertification, ceci dans le cadre d'une entreprise conjointe du PNUD et du PNUE.



Dans l'exercice de ses responsabilités, l'UNSO, en étroite collaboration avec les gouvernements et les institutions concernés, particulièrement le CILSS, assure principalement la planification et la programmation, la mobilisation des ressources et la supervision de l'exécution des projets prioritaires financés par les contributions des gouvernements donateurs au Fonds d'affectation spécial des Nations Unies pour les Activités Soudano-Sahéliennes établi par le Secrétaire Général à cet effet et géré par l'UNSO. Les ressources du Fonds sont utilisées en pleine consultation avec les gouvernements des pays concernés en vue de mettre en oeuvre leurs programmes et projets prioritaires et d'accroître le flux des ressources additionnelles par des apports fournis sur une base soit bilatérale soit multilatérale.

Comme vous le constaterez, le rapport d'activités de l'UNSO pour l'année 1980 qui vous est soumis fait ressortir les traits saillants suivants :

Au titre du mandat de l'UNSO relatif à la mise en oeuvre du programme à moyen et long termes de lutte contre les effets de la sécheresse, le volume de financement mobilisé depuis janvier 1980 a été de 27 millions de dollars auxquels il conviendrait d'ajouter 3.4000.000 dollars obtenus depuis la préparation du rapport pour le renforcement et la poursuite des programmes routiers au Niger et au Sénégal, soit un total de 30.400.000 dollars des U.S.A. ou environ 7.600.000.000 F.CFA.

Au titre du 2<sup>e</sup> mandat de l'UNSO relatif à la mise en oeuvre du Plan d'action pour la lutte contre la désertification, le volume de financement mobilisé depuis janvier 1981 pour les Etats membres du CILSS et faisant partie du Plan conjoint CILSS/UNSO adopté par votre Conseil, a été de 10 millions de dollars, soit 2.500.000.000 F.CFA.

Le détail de la ventilation des ressources dans les différents projets et programmes est contenu dans le rapport soumis à votre appréciation.

Ceci porte le financement total réalisé par le truchement du Fonds Spécial à 95.6000.000 dollars, pour la mise en oeuvre de 67 projets prioritaires dont 53 projets nationaux et 14 projets régionaux. Ces projets ont porté sur plusieurs secteurs d'activités notamment : la recherche et la mise en valeur des ressources en eaux, la production agricole, la gestion





rationnelle des ressources naturelles (conservation des sols, reboisement,...) le renforcement des infrastructures et la formation. Je désire souligner l'état d'avancement de la mise en oeuvre du Programme routier compte tenu de l'importance toute particulière que vos Etats apportent au problème de désenclavement. La réalisation de ce programme devrait contribuer d'une manière significative à l'atteinte des objectifs de relèvement et de redressement de zones rurales durement touchées par les sécheresses récurrentes en favorisant notamment le désenclavement de ces zones et en servant d'appui aux actions prévues et en cours dans les secteurs agro-pastoraux.

A ce jour, plus de 800 kms de route ont été effectivement réalisés. En outre, la réalisation du programme routier du Niger a démarré en décembre 1980 : le financement déjà mobilisé, y compris un apport substantiel du FENU lui permettra de construire plus de 250 kms de routes secondaires prioritaires.

Le programme de la Mauritanie a également démarré grâce à une contribution additionnelle importante du FENU. Ce programme comporte plusieurs phases dont la première concerne la construction d'un axe important de 120 kms.

Au Cap-Vert, l'UNSO a fait procéder à une analyse technique et économique des différentes possibilités de mise en place d'un système de transport maritime inter-îles permettant de satisfaire à la fois les besoins en transport d'équipements lourds, de marchandises et de personnes entre les 9 îles habitées qui constituent l'Archipel du Cap-Vert. Nous sommes heureux de constater que ce programme sera réalisé sur une base bilatérale. En outre, un programme routier intéressant les îles de MAIO et BOA VISTA a fait l'objet d'une étude de factibilité réalisée par l'UNSO. Les négociations de son financement sont en cours entre le Gouvernement, l'UNSO et le FENU.

La mise en oeuvre des autres programmes routiers (Mali, Haute-Volta, Gambie et Sénégal) progresse d'une manière très satisfaisante. Le seul programme qui ne fonctionne pas à ce jour est celui du Tchad pour les raisons que vous connaissez.

L'exécution de ces projets se fait par les gouvernements en s'appuyant sur les structures nationales existantes et en les renforçant.





Outre ces activités, l'UNSO a tout mis en oeuvre pour promouvoir ou soutenir des actions qui pouvaient avoir un impact sur la recherche de solutions aux problèmes de fonds latents dans le contexte sahélien. C'est ainsi qu'en Mauritanie, nous soutenons activement un programme relatif à la fixation des dunes dont l'objectif est de dresser un diagnostic scientifiquement documenté sur le phénomène des mouvements de dunes et de définir une stratégie de lutte contre ce fléau. Comme vous le savez, les mouvements de dunes et de sable dans cette sous-région constitue une menace très sérieuse non seulement pour la Mauritanie, mais également pour le Sénégal et le Mali et les sources vitales en eaux que sont le fleuve Niger et le fleuve Sénégal. Dans ce contexte la complexité du problème de la désertification et son importance nécessite des approches nouvelles et adaptées aux conditions afin de permettre de maximiser l'impact des ressources disponibles. D'autres efforts entrepris pour favoriser les échanges d'expériences entre les Sahéliens et d'autres pays ayant des expériences réussies en matière de lutte contre la désertification dans le continent ou dans d'autres continents. Dans ce contexte, un programme a été élaboré avec le Secrétariat responsable de la mise en oeuvre des résolutions de la Conférence sur la Coopération Technique entre pays en voie de développement (TCDC) au sein du PNUD pour l'identification des techniques adaptées aux différents phénomènes de la désertification et les sources d'expertises existant dans les pays en voie de développement.

De plus, un accord conjoint a été conclu entre l'UNSO et l'UNESCO pour la préparation de cartes de végétation détaillée qui seront un instrument très utile pour les experts sahéliens dans la formulation des politiques d'utilisation des terres.

En outre, l'UNSO organise du 26 au 29/1/81 à Ouagadougou, conjointement avec l'Université des Nations Unies (basée à Tokyo) et l'Université de Ouagadougou, un séminaire sur la gestion des terres arides avec la participation des experts sahéliens et d'autres experts dans ce domaine.

En matière de recherches de moyens financiers pour les activités de l'UNSO une étape importante a été franchie en 1980 par l'inclusion de l'UNSO dans la Conférence annuelle pour l'annonce des contributions volontaires aux activités de développement du système des Nations Unies.





Cette évolution permettra aux différents pays et organisme donateurs d'acroître les moyens de l'UNSO pour lui permettre de mieux soutenir les efforts de vos Etats. Par ailleurs nous continuerons à utiliser pleinement les possibilités supplémentaires de mobilisation de ressources que nous offrent les réunions du Comité Consultatif pour le Contrôle de la Désertification (DESCON) qui se réunit sous l'égide du Directeur Exécutif du PNUE.

Au cours de l'année écoulée, l'UNSO a continué à renforcer les liens de collaboration avec le Secrétariat du CILSS, en particulier le Secrétaire Exécutif du CILSS, Monsieur SECK MAME DIACK qui nous a toujours prêté une oreille attentive et une disponibilité constante. Nos relations se sont également renforcées avec les autres institutions du CILSS, à savoir l'Institut du Sahel et le Programme AGRHYMET. Au niveau politique, j'ai eu l'honneur de vous accueillir au siège de l'UNSO à New York, vous-même Monsieur le Président accompagné du Secrétaire Exécutif du CILSS. La séance de travail que nous avons eue nous a permis de rechercher ensemble les voies et moyens pour mieux sensibiliser l'opinion publique internationale sur les problèmes spécifiques aux pays membres du CILSS. Mes collègues et moi-même avons été très encouragés pour le soutien que vous nous avez apporté dans la poursuite de nos tâches. De notre part nous continuerons de fournir toute assistance possible pour appuyer le CILSS dans sa tâche si importante.

Vu le temps je limiterai, Monsieur le Président.

De mon côté, je continuerai à tout mettre en oeuvre pour rechercher les voies et moyens pour renforcer vos efforts. En effet, comme vous le savez sans doute le FENU que je dirige depuis le début de l'année a été créé en 1966 pour constituer un apport de ressources complémentaires, pour mieux aider les pays en voie de développement, notamment par la fourniture de biens d'équipement. Depuis 1972, le FENU consacre l'essentiel de ses efforts en faveur des pays les moins avancés. Comme tous les Etats membres du CILSS sont considérés comme pays moins avancés, il existe donc des possibilités très importantes d'actions complémentaires entre l'UNSO et le FENU, chaque organisme intervenant conformément à son mandat et aux modalités qui lui sont propres.





Je puis vous assurer que tout sera mis en oeuvre pour rechercher activement et mettre en oeuvre diligemment toutes les possibilités existantes d'actions conjointes pour accélérer la réalisation de vos projets et programmes prioritaires s'inscrivant dans le cadre de la lutte contre la sécheresse et pour enrayer le processus de désertification.

Voilà, Monsieur le Président, la teneur du rapport d'activités de l'UNSO. Je suis à votre disposition pour apporter au Conseil des Ministres toute information complémentaire requise.

Je vous remercie.

## II - EXAMEN DES POINTS INSCRITS A L'ORDRE DU JOUR EN SEANCE PLEINIÈRE

Le Conseil des Ministres a examiné en séance plénière, la plupart des points inscrits à l'ordre du jour, les autres points ayant été examinés à huis-clos. Il a adopté globalement les conclusions de la réunion des experts préparatoire au conseil des ministres.

### 1) - Compte rendu de la réunion des experts préparatoire au Conseil des Ministres

Du 22 au 24 janvier 1981 s'est tenue à Mindelo (Cap-Vert) la réunion préparatoire du 14<sup>e</sup> Conseil des Ministres du CILSS.

Les délégués des Pays membres du CILSS, des Représentants des Organisations Internationales (PNUD, UNSO, FAO) et plusieurs Personnalités ont assisté à la séance solennelle d'ouverture qui s'est tenue à la salle de réunion du Parti sous la Présidence de Monsieur LISBOA RAMOS, Secrétaire Général du Ministère du Développement rural du Cap-Vert.

Dans son allocution d'ouverture, Monsieur LISBOA RAMOS, après avoir souhaité la bienvenue aux délégués, a souligné la volonté commune des Etats membres du CILSS de lutter contre la sécheresse et de parvenir à l'autosuffisance alimentaire.

Dans sa réponse, le Secrétaire Exécutif du CILSS, Monsieur SECK MAME DIACK, après avoir remercié les Autorités Cap-Verdiennes pour toutes les dispositions prises en vue d'assurer un plein succès aux travaux, a mis l'accent sur l'importance de ce 14<sup>e</sup> Conseil des Ministres pour la stra-

le fait que ces deux pays ont des intérêts communs dans le domaine de la coopération économique et sociale. Les deux pays ont des intérêts communs dans le domaine de la coopération économique et sociale. Les deux pays ont des intérêts communs dans le domaine de la coopération économique et sociale.

Voilà, Monsieur le Président, le résumé de nos activités de l'année. Je suis à votre disposition pour répondre à vos questions. Je vous remercie.

II - L'ÉTAT DES LIEUX EN MATIÈRE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Le Conseil des Ministres a examiné en séance plénière, le 15 février 1964, les progrès réalisés dans le domaine de la coopération économique et sociale. Les progrès réalisés dans le domaine de la coopération économique et sociale.

1) - Situation générale de la coopération économique et sociale

Coopération économique

On se souvient que le 15 février 1964, le Conseil des Ministres a examiné en séance plénière, les progrès réalisés dans le domaine de la coopération économique et sociale. Les progrès réalisés dans le domaine de la coopération économique et sociale.

2) - Situation générale de la coopération sociale

Le Conseil des Ministres a examiné en séance plénière, le 15 février 1964, les progrès réalisés dans le domaine de la coopération sociale. Les progrès réalisés dans le domaine de la coopération sociale.

tégie globale du CILSS. Il a notamment insisté sur le dossier des stocks de sécurité. Il a conclu sur le choix du Cap-Vert, pays sahélien au milieu de la mer, comme étant un symbole pour les pays du CILSS.

Après la séance d'ouverture, les délégués ont élu le bureau suivant :

- Président : M. PIRES ANTONIO  
de la République du Cap-Vert
- Rapporteur Général : M. ABBA MOUSSA ISSOUFOU  
Directeur des O.N.G. au CILSS

Ils ont ensuite examiné et adopté l'ordre du jour et le calendrier de travail proposés par le Secrétariat Exécutif du CILSS.

C'est ainsi que deux Commissions de travail ont été constituées, conformément à la proposition du Secrétariat.

- La Commission N° 1 chargée de l'examen des questions techniques a examiné les points suivants de l'ordre du jour :

Point 1 Compte rendu de la 4<sup>e</sup> Conférence du Club du Sahel ;

Point 2 Contrôle des tâches du Secrétariat Exécutif

- 2.1 - contrôle des tâches ;
- 2.2 - stratégie révisée du CILSS ;
- 2.3 - stock de sécurité.

Point 3 Situation de la campagne agricole 1980/81 ;

Point 4 Contrôle des tâches confiées aux Institutions Spécialisées

- 4.1 - Institut du Sahel ;
- 4.2 - Centre Agrhymet.

- La Commission N° 2 chargée des questions Administratives, Institutionnelles et Financières a examiné les points suivants :

Point 5 Questions Administratives, financières et Institutionnelles

5.1 - Questions Administratives et financières

- 5.1.1 - examen du budget 1981
- 5.1.2 - candidature au poste de l'Agence Comptable
- 5.1.3 - Support Institutionnel au CILSS.



... 22.4 ...  
... 22.4 ...  
... 22.4 ...

Annex 1: List of Participants

... 22.4 ...

Annex 2: List of Participants

... 22.4 ...

... 22.4 ...

... 22.4 ...

... 22.4 ...

... 22.4 ...

... 22.4 ...

... 22.4 ...

... 22.4 ...

... 22.4 ...

... 22.4 ...

... 22.4 ...

... 22.4 ...

... 22.4 ...

5.2 - Questions Institutionnelles

5.2.1 - Révision de l'Accord OMM/CILSS concernant le  
Programme Agrhymet

5.2.2 - Modification du Statut du Personnel

5.2.3 - <sup>N</sup>ouveau Règlement Financier

Point 6 Demandes d'adhésion au CILSS.

Après l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour, la réunion des experts est parvenue aux conclusions ci-après.

2) - Conclusions des travaux des commissions

a) - Rapport de la Commission N° 1

La Commission N° 1 de la réunion des Experts préparatoire à la 14ème session ordinaire du Conseil des Ministres du CILSS s'est réunie dans la Salle de Conférence de la Maison du Parti les 22 et 23 janvier 1981.

Les travaux de la Commission ont été dirigés par le bureau composé comme suit :

Président : Monsieur Tiemogo Ibrahim (NIGER)

Rapporteur : Alioune SALL (Secrétariat Exécutif du CILSS)

La Commission a eu à examiner les points suivants :

POINT I - COMPTE RENDU DE LA 4è CONFERENCE DU CLUB DU SAHEL

Au titre de ce point, la Commission a noté la grande participation des sources de financement à la 4è Conférence du Club du Sahel et entendu le compte rendu des différentes activités menées par le Secrétariat Exécutif du CILSS pour approcher de nouveaux donateurs et obtenir de meilleurs résultats en matière de financement des projets de 1ère Génération.

La Commission a demandé au Secrétariat Exécutif de procéder à une évaluation plus fine des résultats atteints par la Conférence du Club du Sahel en vue d'en dégager des conclusions et orientations précises.

Pour le point relatif aux procédures de financement, il a été demandé au Secrétariat Exécutif d'entreprendre conjointement avec le Club du Sahel une étude sur les voies et moyens d'arriver à une simplification des procédures des sources de financement.

2.2 - Questions institutionnelles

2.2.1 - Réponse de l'Assemblée concernant la

proposition d'adhésion

2.2.2 - Réponse de l'Assemblée concernant la

proposition d'adhésion

Point de vue de l'Assemblée sur l'adhésion

2.2.3 - Réponse de l'Assemblée concernant la

proposition d'adhésion

2) - Réponse de l'Assemblée concernant la

proposition de la Commission N° 1

La Commission N° 1 a été informée par l'Assemblée

concernant les travaux de la Commission N° 1

et a été informée de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Commission N° 1 et de la situation de la

Le Secrétaire Exécutif du CILSS a indiqué à cet égard qu'une consultation allait se tenir dans le courant de l'année 1981 entre le CILSS et les donateurs sur les critères d'éligibilité des projets. La Commission recommande au Secrétariat Exécutif du CILSS d'organiser cette rencontre dans les meilleurs délais.

En ce qui concerne le financement des charges récurrentes, il a été demandé aux Etats et au CILSS de définir, en vue du colloque prévu sur ce thème, les principes directeurs qui doivent régir le colloque et lui permettre d'arriver à des conclusions pratiques. Il a été demandé par ailleurs au Secrétariat Exécutif du CILSS et du Club du Sahel d'organiser dans les meilleurs délais ce colloque et de le limiter aux seuls pays membres du CILSS pour éviter de diluer la spécificité de la situation des pays du CILSS dans l'ensemble Ouest-Africain.

Enfin, la Commission a souhaité qu'à l'avenir l'information circule au sein du Secrétariat Exécutif et du Secrétariat Exécutif aux Etats de façon plus fluide pour permettre aux experts d'intervenir sur n'importe quelle question et d'être à même de mieux apprécier la situation d'ensemble.

## POINT II - CONTROLE DES TACHES CONFIEES AU SECRETARIAT EXECUTIF

### Point II.1 : Contrôle des activités des Unités

Le résumé fait par le Secrétariat Exécutif du CILSS a porté sur l'état d'avancement des tâches exécutées au cours du dernier semestre par les différentes Unités du CILSS:

- Production végétale
- Elevage
- Pêche
- Ecologie forêts
- Ressources Humaines
- Transport et infrastructures
- Corps pour l'Alimentation
- Unité de planification
- Programme de protection des végétaux.

Suite à cette présentation, les délégués ont indiqué que de façon générale, le Secrétariat Exécutif devra instruire les projets de manière





beaucoup plus consistante afin de dégager, pour chaque projet, les contraintes et perspectives et proposer, par voie de conséquence, des palliatifs aux écueils rencontrés dans le financement des projets.

Il a été indiqué également que des efforts doivent être faits en vue d'améliorer la qualité des documents soumis au Conseil des Ministres par le Secrétariat Exécutif et les Instituts spécialisés du CILSS.

A cet égard, certaines délégations ont recommandé l'élaboration par le CILSS d'un canevas de présentation normalisé des projets en vue de faciliter la lecture rapide de leur état d'avancement.

A l'issue des débats, les conclusions suivantes ont été dégagées secteur par secteur :

#### Production Végétale

La Commission a exprimé son inquiétude devant la timide réaction des donateurs à la suite de la réunion sur les cultures irriguées tenue à Dakar en mai 1980. Devant ce constat, la Commission demande au Secrétariat Exécutif du CILSS de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue d'améliorer la situation du financement des projets de ce secteur dont l'importance stratégique a encore été rappelée à la 4<sup>e</sup> Conférence du Club du Sahel.

Par ailleurs, il a été demandé d'étendre aux autres pays du CILSS l'étude sur la promotion des céréales locales, exécutée par MARCOMER sur financement FED.

#### Elevage

La présentation des activités du secteur n'a pas suscité beaucoup de commentaires. Toutefois, devant le constat du faible taux de financement des projets "Elevage", la Commission recommande au Secrétariat Exécutif de se pencher sur les obstacles au financement du secteur en vue de leur trouver des solutions satisfaisantes.

#### Pêches

A ce sujet, le Secrétariat Exécutif du CILSS a informé la Commission que la situation du secteur n'a pas beaucoup évolué mais qu'avec la Convention signée avec la CEAO la recherche du financement du centre de Nouadhibou et la reformulation du projet de Mopti allaient connaître un nouvel essor.

... les ...  
... les ...  
... les ...

... les ...  
... les ...  
... les ...

... les ...  
... les ...  
... les ...

... les ...  
... les ...  
... les ...

... les ...  
... les ...  
... les ...

... les ...  
... les ...  
... les ...

... les ...  
... les ...  
... les ...

... les ...  
... les ...  
... les ...

... les ...  
... les ...  
... les ...

... les ...  
... les ...  
... les ...

... les ...  
... les ...  
... les ...

... les ...  
... les ...  
... les ...

au cours de l'année 1981.

### Ecologie-Forêts

Après avoir constaté la poursuite normale des activités de l'Unité (séminaire en DRS/CES, cultures fourragères, foyers améliorés, analyse et programmation du secteur forestier, etc...), la Commission a été informée par le Secrétaire Exécutif qu'après l'accord signé avec la CEAO relativement au Centre Régional d'Energie Solaire, une réunion avec les bailleurs de fonds vient de se tenir à Bruxelles et que la recherche du financement du projet se poursuit de façon satisfaisante.

### Planification

La Commission a souligné que le travail de l'Unité de Planification devait être mené en étroite collaboration avec les Comités Nationaux du CILSS. A cet égard, la Commission, informée de la disponibilité de l'USAID à financer le fonctionnement des Comités à concurrence de 10 millions de francs CFA par Comité, demande au Secrétariat Exécutif du CILSS, d'une part de prendre les dispositions nécessaires avec l'AID pour une mise en place rapide de cette enveloppe à la disposition des Etats, d'autre part de rechercher des financements complémentaires auprès d'autres agences d'aide. La Commission demande par ailleurs aux Etats d'accroître leur participation financière au fonctionnement des dits comités. Enfin, suite aux discussions sur le fonctionnement des différentes unités au niveau du Secrétariat Exécutif, la Commission encourage le Secrétaire Exécutif à poursuivre ses efforts en vue d'une harmonisation du travail des Unités du CILSS.

### Corps pour l'Alimentation

Après avoir obtenu des informations sur l'état d'avancement des projets-tests du Corps pour l'Alimentation, les délégués des pays concernés ont exprimé leurs inquiétudes devant le retard qu'accuse le démarrage des projets élaborés et que risquent d'aggraver les études complémentaires demandées par les donateurs du Corps pour l'Alimentation lors de leur réunion tenue récemment au Sri-Lanka.

Concernant l'offre de 10 bourses de formation post-universitaire au Mexique au bénéfice de cadres supérieurs appelés à participer aux projets-tests, la Commission s'est interrogée sur le profil requis des can-



Section 101-101

The Commission is authorized to conduct investigations and to make recommendations to the President and the Senate regarding the appointment and removal of officers and employees of the Executive Branch of the Government. The Commission is also authorized to conduct investigations and to make recommendations regarding the appointment and removal of officers and employees of the Federal Reserve System and the Federal Reserve Banks.

Section 101-102

The Commission is authorized to conduct investigations and to make recommendations regarding the appointment and removal of officers and employees of the Federal Reserve System and the Federal Reserve Banks. The Commission is also authorized to conduct investigations and to make recommendations regarding the appointment and removal of officers and employees of the Federal Reserve System and the Federal Reserve Banks.

Section 101-103

The Commission is authorized to conduct investigations and to make recommendations regarding the appointment and removal of officers and employees of the Federal Reserve System and the Federal Reserve Banks. The Commission is also authorized to conduct investigations and to make recommendations regarding the appointment and removal of officers and employees of the Federal Reserve System and the Federal Reserve Banks.

The Commission is authorized to conduct investigations and to make recommendations regarding the appointment and removal of officers and employees of the Federal Reserve System and the Federal Reserve Banks. The Commission is also authorized to conduct investigations and to make recommendations regarding the appointment and removal of officers and employees of the Federal Reserve System and the Federal Reserve Banks.

didats et sur les programmes de formation envisagés.

A l'issue des débats, la Commission estime que le niveau requis des candidats n'est pas en adéquation avec le niveau des activités retenues dans le cadre de ces projets. Elle demande donc au Secrétariat Exécutif d'étudier les moyens de moduler les profils des candidats en fonction des situations nationales et d'organiser cette formation, autant que possible, dans les institutions des pays sahéliens. La Commission a par ailleurs émis le vœu de voir le projet de formation étendu à l'ensemble des Etats membres du CILSS. Enfin, la Commission a demandé la communication aux Etats, dans les meilleurs délais, des programmes de formation envisagés afin de leur permettre d'en apprécier la pertinence.

#### Ressources humaines

La Commission a pris bonne note du démarrage d'un bon nombre de projets de formation, mais déplore vivement le faible taux de financement des projets de santé. Aussi, engage-t-elle le Secrétariat Exécutif à déployer des efforts accrus de sensibilisation de la Communauté Internationale à ce facteur de développement qu'est la santé.

#### Programme de protection des végétaux

La Commission, considérant la forte érosion monétaire par suite de l'inflation, recommande au Secrétariat Exécutif d'engager avec l'AID le dialogue en vue du relèvement de la contribution de cette agence au financement de l'Annexe B et d'étudier avec elle les possibilités d'un assouplissement de ses procédures.

La Commission a manifesté son inquiétude à l'égard des conflits d'attribution survenus à propos de l'exécution du volet B du programme de protection des végétaux entre l'UGR et l'UCTR, conflits qui risquent de paralyser le bon déroulement du projet. Le Secrétaire Exécutif du CILSS a assuré la Commission que ce problème serait évoqué à huis-clos par le Conseil des Ministres.

#### Point II.2 Stratégie révisée du CILSS

La Commission recommande au Conseil des Ministres d'adopter le document présenté sous ce titre à la 4ème Conférence du Club du Sahel et engage le Secrétaire Exécutif à incorporer au document final les amen-



dements apportés par les Etats membres du CILSS lors de cette 4<sup>e</sup> Conférence.

Point II.3 - Stocks de sécurité

Après avoir entendu la présentation du dossier de l'étude de factibilité réalisée par la FAO sur requête du CILSS, la Commission a adopté un projet de résolution qui se trouve en annexe. Ce projet de résolution souligne la qualité du travail mené par la FAO et invite cette Agence à organiser rapidement (fin mars 1981) une réunion des techniciens Sahéliens en vue d'examiner de manière approfondie l'étude de factibilité.

Le projet de résolution formule également le souhait que la FAO continue à être étroitement associée à la mise en oeuvre des recommandations de l'étude et notamment à la mobilisation des ressources nécessaires à l'exécution du projet.

POINT III - SITUATION DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 1980/1981

La Commission a pris connaissance des résultats de l'aide alimentaire enregistrée dans le courant de l'année pour 7 des 8 pays membres du CILSS.

Tout en reconnaissant l'effort fait par la Communauté Internationale pour aider les pays de Sahel à faire face à la situation d'urgence, la Commission déplore que cette aide n'ait atteint qu'à peine 25 % des besoins exprimés.

En outre, la Commission a pris connaissance du déficit alimentaire de la campagne agricole 1980/1981. Celui-ci se chiffre à 732 400 tonnes pour 6 pays du Sahel et se répartit comme suit :

(Voir tableau sur page suivante)





PAYS	BESOINS EN AIDE	DEFICIT (T)
CAP VERT	Aide d'urgence : 44.900	
	Stock de sécurité : 16.500	61.400
GAMBIE	25.000	25.000
HAUTE-VOLTA	Aide d'urgence : 68.000	
	Stock de sécurité : 10.000	
	Aide normale : 67.000	95.000
MALI	339.000	339.000
MAURITANIE	Aide d'urgence : 62.000	
	Stock de sécurité : 10.000	72.000
NIGER	20.000	-
SENEGAL	140.000	140.000
TCHAD	-	-
TOTAL	802.400	732.400

La Commission propose au Conseil des Ministres de lancer un appel à la Communauté Internationale pour qu'elle vienne en aide aux pays du CILSS à nouveau sinistrés.

Elle a enfin souhaité que des efforts soient déployés par la Communauté Internationale pour permettre aux Pays du CILSS de faire face aux frais de transport et de distribution des vivres jusqu'au niveau des bénéficiaires. Enfin, il a été demandé aux partenaires du CILSS de déployer des efforts supplémentaires pour le sauvetage du cheptel.

#### POINT IV - CONTROLE DES TACHES CONFIEES AUX INSTITUTIONS SPECIALISEES

##### Point 4.1 - Institut du Sahel

En réponse à certaines délégations, le Directeur Général de l'Institut du Sahel a apporté des précisions sur le choix de BAMBEY comme station pour l'amélioration génétique du mil dans le cadre du projet "Amélioration des mil-sorgho-niébé-maïs" de l'Institut du Sahel.

POSTES	Montants	Montants	Montants
TOTAL	100.000	100.000	100.000
CHARGES			
Salaires	40.000	40.000	40.000
Indemnités	20.000	20.000	20.000
Matériel	10.000	10.000	10.000
Transport	5.000	5.000	5.000
Alimentation	3.000	3.000	3.000
Logement	2.000	2.000	2.000
Autres	1.000	1.000	1.000
REVENUS			
Subventions	30.000	30.000	30.000
Revenus propres	20.000	20.000	20.000
Autres	10.000	10.000	10.000

La Commission propose au Conseil des Nations de lancer un appel à la Communauté internationale pour qu'elle vienne en aide aux pays du tiers monde.

Elle a enfin souligné que les efforts doivent être déployés par la Communauté internationale pour permettre aux pays du tiers monde de faire face aux besoins de transport et de distribution des produits agricoles et industriels. Elle a aussi demandé aux gouvernements du tiers monde de déployer des efforts supplémentaires pour la réussite de ces efforts.

#### POINT IV - BOUTIQUE DE LA LUTTE CONTRE LA MALADIE

##### Point 4.1 - Lutte contre la malaria

En réponse à diverses délégations, le Directeur général de l'OMS a déclaré que l'OMS a proposé des programmes pour la lutte contre la malaria comme moyen pour les gouvernements nationaux et dans le cadre du projet "Amélioration des infrastructures" de l'Institut de Santé.

Par ailleurs, la Commission s'est interrogée sur la possibilité pour l'Institut du Sahel de mener à bien tous les projets élaborés compte tenu des capacités de gestion propres à l'Institut d'une part, aux Institutions Nationales par lesquelles il agit d'autre part.

La Commission recommande donc au Conseil des Ministres de veiller à ce que soit établi un ordre de priorité plus rigoureux dans le choix des projets à exécuter par l'Institut du Sahel.

#### Point 4.2 - Centre Agrhymet

La Commission demande au Centre Agrhymet d'inscrire à son programme la réactualisation de l'étude des bassins versants expérimentaux et l'étude des techniques d'extension des observations des variables hydropluviométriques.

Par ailleurs, des informations ont été données par le Directeur Général du Centre sur l'organisation du séminaire sur les pluies provoquées, la cession des publications du Centre, l'admission au Centre des étudiants des pays non membres du CILSS.

#### b) - Rapport de la Commission N° 2

La Commission N° 2 s'est réunie dans la salle de conférence du Parti à Mindelo les 22 et 23 janvier 1981.

Les travaux de la Commission ont été dirigés par le bureau suivant :

Président : M. FALILOU M'BACKE GUEYE (Sénégal)

Rapporteur : M. MOHAMED EL HAFED O/ KHAIRY du CILSS

La Commission a eu à examiner les points suivants :

#### POINT V - QUESTIONS ADMINISTRATIVES, FINANCIERES ET INSTITUTIONNELLES

##### Point 5.1 - Questions administratives et financières

##### 5.1.1 - Examen du budget 1981

La Commission s'est efforcée de concilier les exigences d'une politique d'austérité appliquée dans tous nos Etats et imposée par la conjoncture, avec le maintien d'une marge de sécurité nécessaire au bon fonctionnement de l'Organisation. Le projet de budget proposé aux experts s'élevait à : 296.462.241 F.CFA soit une augmentation de 11,2 % par rapport à celui





de 1980 ; il se décompose comme suit :

- 1) Secrétariat Exécutif : 157.566.852 F.CFA 9,23 % d'augmentation
- 2) Centre Agrhymet : 63.397.425 F.CFA 15 % d'augmentation
- 3) Institut du Sahel : 75.497.364 F.CFA 12 % d'augmentation

A la suite d'un débat sur l'interprétation de la recommandation du 13ème Conseil des Ministres relative à la progression du budget, il a été retenu que l'augmentation des charges demandées aux Etats ne devrait pas dépasser 10 % de leur contribution pour l'exercice 1980. Cependant une marge de manoeuvre est laissée au Secrétariat Exécutif pour trouver les moyens d'équilibrer le budget tout en restant dans les limites de 10 % ci-indiqué, par l'efficacité du recouvrement des arriérés des exercices antérieurs. Le projet de budget arrêté en fin de travaux était ramené à 284.794.198 F.CFA soit une progression globale de 6,75 %.

Le soin a été laissé aux Institutions de décider une clef de répartition conforme à leur entente, qui a été communiqué ainsi :

Secrétariat Exécutif	:	147.257.852	soit	2,1 %	de progression
Centre Agrhymet	:	61.926.582	soit	12 %	de progression
Institut du Sahel	:	75.609.764	soit	12 %	de progression

La contribution des Etats passera donc de :

34.037.532 à 37.441.285 pour la :

HAUTE-VOLTA

NIGER

SENEGAL

MALI

MAURITANIE

TCHAD

et de 8.879.384 à 9.767.322 pour le CAP VERT et la GAMBIE

Il ressort de ce qui précède, qu'au chapitre des recettes pour les exercices antérieurs, l'inscription passe de : 15.000.000 à 26.713.513 F.CFA.

La Commission affirme que le principe d'augmentation de 10 % retenu dans cette session ne devra pas être systématique pour les exercices futurs.

De même la Commission recommande au Conseil des Ministres en raison



des difficultés de fonctionnement du CILSS, de demander aux Etats membres retardataires d'honorer leurs obligations vis-à-vis de l'organisation.

L'examen en détail du projet du budget et de son rapport de présentation a soulevé des problèmes et suscité les attitudes suivantes :

Les recettes :

Concernant le virement de : 44.243.620 F.CFA dont l'origine et la nature sont considérées encore inconnues, le Secrétariat Exécutif devra dans les meilleurs délais prendre les dispositions nécessaires pour permettre leur imputation définitive avant la clôture du budget 1980.

De même, afin d'alléger les frais de transferts bancaires pour les Institutions Spécialisées, le Secrétariat Exécutif devra parvenir à des dispositions comptables appropriées pour que la compensation des diverses dettes et créances de l'organisation soient compatibles avec le principe de la non contraction des recettes et dépenses.

Les dépenses :

Pour ce qui est de certaines mesures entraînant une incidence financière telle que le logement du Secrétaire Exécutif et des Directeurs Généraux, la Commission a rappelé que le Conseil des Ministres avait statué expressément en la matière et qu'elle ne peut que se contenter d'attirer sa haute attention sur la tendance à la hausse du loyer.

Par souci d'harmonisation des avantages, la Commission recommande le maintien du statut quo et suggère en ce qui concerne le cas précis du Directeur Général de l'Agrhymet que si le logement lui sera maintenu, il devra payer un loyer au profit du budget ou du gouvernement du Niger.

D'autre part, dans le souhait de traduire dans les faits une sahélisation progressive du personnel enseignant du Centre Agrhymet, la direction devra soumettre à la prochaine session ministérielle un plan à moyen terme avec un échéancier précis.

5.1.2 - Candidature au Poste de l'Agence Comptable

La Commission a retenu le choix du candidat malien Monsieur Moussa TANGARA diplômé de l'Ecole Nationale du Trésor de Paris, jugé le plus qualifié pour le poste.





### 5.1.3 - Support institutionnel au CILSS

#### Construction des sièges :

Pour permettre au Conseil des Ministres d'avoir les éléments d'appréciation, la Commission a demandé l'élaboration d'un dossier technique faisant ressortir une étude de coût-avantage du projet, à présenter à la prochaine session. Une étude des solutions de financements devra être menée parallèlement par le Secrétariat Exécutif. Elle recommande une solution globale comportant les 2 sièges et éventuellement des logements de fonction.

#### Comités Nationaux

La Commission s'inquiète du retard que prend l'appui aux Comités Nationaux, et propose une recommandation au Conseil des Ministres. Le Secrétariat Exécutif devra mobiliser le financement déjà acquis et poursuivre l'action dans toute priorité pour que les instruments de base du CILSS puissent jouer le rôle qui est attendu d'eux.

#### Personnel de Conception :

Le Secrétariat Exécutif a formulé des requêtes précises concernant des cadres sahéliens d'un très haut niveau de qualification dont :

- pour la pêche : un forestier , un vétérinaire et un économiste spécialiste de la commercialisation des produits de pêches.
- pour le transport : un économiste spécialiste des transports ou un expert en planification industrielle.

Ces cadres doivent avoir une expérience d'au moins cinq ans avec des connaissances des problèmes de développement en Afrique.

Les recrutements nouveaux seront liés au démarrage ou à l'extension de ces projets.

#### Personnel d'appui

La Commission a jugé une telle requête inopportune par les obligations qu'elle crée ; elle insiste sur la nécessité de rentabiliser le personnel en place.

Conservation des sites

Pour répondre au Comité des sites, il faut d'abord se demander si la Commission a des pouvoirs suffisants pour assurer la conservation des sites. La Commission a des pouvoirs suffisants pour assurer la conservation des sites. La Commission a des pouvoirs suffisants pour assurer la conservation des sites.

Conservation des sites

La Commission a des pouvoirs suffisants pour assurer la conservation des sites. La Commission a des pouvoirs suffisants pour assurer la conservation des sites. La Commission a des pouvoirs suffisants pour assurer la conservation des sites.

Conservation des sites

La Commission a des pouvoirs suffisants pour assurer la conservation des sites. La Commission a des pouvoirs suffisants pour assurer la conservation des sites. La Commission a des pouvoirs suffisants pour assurer la conservation des sites.

La Commission a des pouvoirs suffisants pour assurer la conservation des sites. La Commission a des pouvoirs suffisants pour assurer la conservation des sites. La Commission a des pouvoirs suffisants pour assurer la conservation des sites.

Conservation des sites

La Commission a des pouvoirs suffisants pour assurer la conservation des sites. La Commission a des pouvoirs suffisants pour assurer la conservation des sites. La Commission a des pouvoirs suffisants pour assurer la conservation des sites.

### Véhicules

La Commission n'a pas jugé opportune cette demande. Par ailleurs, elle recommande qu'à l'occasion de chaque session budgétaire un inventaire complet du matériel durable de l'organisation (états d'amortissements) soit présenté.

### Point 5.2 Questions institutionnelles

#### 5.2.1 Statut du personnel

Après l'exposé du représentant des institutions du CILSS, la Commission n'a pas jugé suffisantes les justifications de la révision du statut du personnel. Elle renvoie la question pour une étude d'opportunité à la prochaine session.

La Commission a retenu seulement une augmentation de 20 % sur les salaires de base pour 7 sahéliens occupant des postes de direction dans un souci d'harmonisation des avantages, comme en avaient bénéficié déjà le Secrétaire Exécutif et les Directeurs Généraux.

Les cadres supérieurs récemment recrutés ou devant l'être ne pourront prétendre à ce droit qu'après 2 ans d'expérience.

#### 5.2.2 Accord CILSS/OMM

La Commission, après avoir pris connaissance des conclusions de cet accord se félicite des résultats obtenus qui ne manqueront pas, sans doute, de renforcer la coopération CILSS/OMM. Elle demande l'adoption par le Conseil des Ministres du présent accord.

#### 5.2.3 Règlement financier

La Commission prend acte de la réorganisation financière et comptable en cours du Secrétariat Exécutif et des Institutions Spécialisées avec l'aide du BIT-USAID. En conséquence, elle propose le renvoi de cette question jusqu'à l'aboutissement de cette étude.

### POINT VI DEMANDE D'ADHESION AU CILSS

La Commission prend acte de la non évolution des dossiers de candidature.



Annexes

La Commission a été chargée d'étudier les questions relatives à la mise en œuvre de la Convention sur le statut des réfugiés, en particulier les questions relatives à la reconnaissance de la qualité de réfugié, à la protection des réfugiés, à la réintégration des réfugiés, à la coopération internationale, à la prévention de la persécution, à la promotion de la tolérance et à la coopération internationale.

Annex 2.2.2. Coopération internationale

2.2.2.1. Statut de réfugié

La Commission a été chargée d'étudier les questions relatives à la mise en œuvre de la Convention sur le statut des réfugiés, en particulier les questions relatives à la reconnaissance de la qualité de réfugié, à la protection des réfugiés, à la réintégration des réfugiés, à la coopération internationale, à la prévention de la persécution, à la promotion de la tolérance et à la coopération internationale.

La Commission a été chargée d'étudier les questions relatives à la mise en œuvre de la Convention sur le statut des réfugiés, en particulier les questions relatives à la reconnaissance de la qualité de réfugié, à la protection des réfugiés, à la réintégration des réfugiés, à la coopération internationale, à la prévention de la persécution, à la promotion de la tolérance et à la coopération internationale.

La Commission a été chargée d'étudier les questions relatives à la mise en œuvre de la Convention sur le statut des réfugiés, en particulier les questions relatives à la reconnaissance de la qualité de réfugié, à la protection des réfugiés, à la réintégration des réfugiés, à la coopération internationale, à la prévention de la persécution, à la promotion de la tolérance et à la coopération internationale.

2.2.2.2. Autres questions

La Commission a été chargée d'étudier les questions relatives à la mise en œuvre de la Convention sur le statut des réfugiés, en particulier les questions relatives à la reconnaissance de la qualité de réfugié, à la protection des réfugiés, à la réintégration des réfugiés, à la coopération internationale, à la prévention de la persécution, à la promotion de la tolérance et à la coopération internationale.

2.2.2.3. Coopération internationale

La Commission a été chargée d'étudier les questions relatives à la mise en œuvre de la Convention sur le statut des réfugiés, en particulier les questions relatives à la reconnaissance de la qualité de réfugié, à la protection des réfugiés, à la réintégration des réfugiés, à la coopération internationale, à la prévention de la persécution, à la promotion de la tolérance et à la coopération internationale.

Annex 2.2.2.4. Coopération internationale

La Commission a été chargée d'étudier les questions relatives à la mise en œuvre de la Convention sur le statut des réfugiés, en particulier les questions relatives à la reconnaissance de la qualité de réfugié, à la protection des réfugiés, à la réintégration des réfugiés, à la coopération internationale, à la prévention de la persécution, à la promotion de la tolérance et à la coopération internationale.

### III - EXAMEN A HUIS-CLOS DE CERTAINS POINTS DE L'ORDRE DU JOUR

Dans sa première journée de travail, c'est-à-dire le lundi 26 janvier 1981, le Conseil des Ministres a traité à huis-clos de certains points de l'ordre du jour, et a pris les décisions suivantes :

- 1) - Proposition de révision par le Secrétariat Exécutif de l'article 10 de la Convention de création du CILSS, consistant à réduire les sessions ministérielles du CILSS à une seule session annuelle

Le Conseil des Ministres a estimé que cette révision n'était pas nécessaire et a maintenu les deux sessions ministérielles par an.

- 2) - Problèmes rencontrés dans la mise en oeuvre des résolutions du 12ème Conseil des Ministres relatives à l'élaboration des politiques céréalières

Le Conseil a décidé, à l'avenir d'accorder au Secrétariat Exécutif du CILSS, un soutien plus effectif dans les tâches qui lui sont confiées.

Le Conseil veillera désormais à l'harmonisation plus rigoureuse des actions du secrétariat Exécutif et des pays du CILSS.

Les pays du CILSS tiendront régulièrement informé le Secrétariat Exécutif des actions sur les tâches qui lui ont été préalablement confiées, mais qui secondairement, pour des raisons d'opportunité, ont été traitées par ces mêmes pays.

- 3) - <sup>N</sup>ote sur le projet de stocks de sécurité

Le Conseil donne mandat au Secrétariat Exécutif du CILSS de procéder immédiatement à la recherche du financement du projet, en coopération étroite avec la FAO.

Le Conseil demande au Secrétariat Exécutif de poursuivre l'étude technique du dossier en relation avec les Experts du CILSS et de la FAO.

Le Conseil demande au Secrétariat Exécutif, d'organiser rapidement avec l'aide de la FAO, toutes les réunions groupant les experts des pays du CILSS, de la FAO et du Secrétariat Exécutif pour la perfectibilité progressive du dossier de projet.

III - EXAMEN DES PROPOSITIONS DE LOI

Le Conseil d'Etat a examiné les propositions de loi relatives à la réforme de la justice. Il a émis des observations et des suggestions. Les propositions de loi relatives à la réforme de la justice ont été adoptées par le Conseil d'Etat. Les propositions de loi relatives à la réforme de la justice ont été adoptées par le Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat a examiné les propositions de loi relatives à la réforme de la justice. Il a émis des observations et des suggestions. Les propositions de loi relatives à la réforme de la justice ont été adoptées par le Conseil d'Etat. Les propositions de loi relatives à la réforme de la justice ont été adoptées par le Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat a examiné les propositions de loi relatives à la réforme de la justice. Il a émis des observations et des suggestions. Les propositions de loi relatives à la réforme de la justice ont été adoptées par le Conseil d'Etat. Les propositions de loi relatives à la réforme de la justice ont été adoptées par le Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat a examiné les propositions de loi relatives à la réforme de la justice. Il a émis des observations et des suggestions. Les propositions de loi relatives à la réforme de la justice ont été adoptées par le Conseil d'Etat. Les propositions de loi relatives à la réforme de la justice ont été adoptées par le Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat a examiné les propositions de loi relatives à la réforme de la justice. Il a émis des observations et des suggestions. Les propositions de loi relatives à la réforme de la justice ont été adoptées par le Conseil d'Etat. Les propositions de loi relatives à la réforme de la justice ont été adoptées par le Conseil d'Etat.

Le Conseil d'Etat a examiné les propositions de loi relatives à la réforme de la justice. Il a émis des observations et des suggestions. Les propositions de loi relatives à la réforme de la justice ont été adoptées par le Conseil d'Etat. Les propositions de loi relatives à la réforme de la justice ont été adoptées par le Conseil d'Etat.

Le Conseil demande au Secrétariat Exécutif d'organiser à Rome avec l'aide de la FAO, au plus tard fin juin, la première réunion sur le financement du projet groupant les donateurs, la FAO, les Experts des pays du CILSS, et le Secrétariat Exécutif du CILSS.

4) - Projet IPM 625-0928 : lutte intégrée contre les principaux ennemis des cultures (annexe B)

Nécessité de rapprochement de la Direction Administrative et financière et la Direction technique du projet

Le Conseil a décidé le transfert de la Direction Administrative et Financière de l'"Annexe B" à l'Institut du Sahel, à Bamako (République du Mali).

Le Conseil charge le Secrétariat Exécutif du CILSS de négocier avec l'USAID, les modalités de ce transfert.

5) - Rapports entre le Secrétariat Exécutif et les Institutions Spécialisées du CILSS

Le Conseil réaffirme ce qui suit :

- les institutions spécialisées dépendent hiérarchiquement du Secrétariat Exécutif ;

- le Secrétaire Exécutif est le seul responsable du Secrétariat Exécutif et des institutions spécialisées, devant le Conseil des Ministres du CILSS.

- La recherche de financement des projets CILSS est du ressort du Secrétaire Exécutif. En cas d'opportunité, il peut déléguer ses pouvoirs aux Directeurs des Institutions spécialisées.

Dans un souci d'efficacité et d'économie, une planification rigoureuse des différentes missions du Secrétariat Exécutif et des Institutions Spécialisées, doit être établie au début de chaque année budgétaire, et continuellement remise à jour.

- Le Secrétaire Exécutif est le 1er Conseiller des Présidents des Conseils d'Administration des Institutions Spécialisées du CILSS, pour ce qui est du bon fonctionnement dans l'exécution des tâches confiées à ces



Le Conseil d'administration de la Compagnie a été informé par le Directeur de la Compagnie de la situation financière de la Compagnie et de la nécessité de recourir à l'émission de nouvelles actions pour couvrir les dépenses de la Compagnie.

Il a été décidé que la Compagnie émettra des actions de 100 francs chacune.

Le Conseil d'administration a également décidé que la Compagnie émettra des obligations de 100 francs chacune.

Le Conseil d'administration a également décidé que la Compagnie émettra des obligations de 100 francs chacune.

Le Conseil d'administration a également décidé que la Compagnie émettra des obligations de 100 francs chacune.

Le Conseil d'administration a également décidé que la Compagnie émettra des obligations de 100 francs chacune.

Le Conseil d'administration a également décidé que la Compagnie émettra des obligations de 100 francs chacune.

Il a été décidé que la Compagnie émettra des actions de 100 francs chacune.

Le Conseil d'administration a également décidé que la Compagnie émettra des obligations de 100 francs chacune.

Le Conseil d'administration a également décidé que la Compagnie émettra des obligations de 100 francs chacune.

Le Conseil d'administration a également décidé que la Compagnie émettra des obligations de 100 francs chacune.

Le Conseil d'administration a également décidé que la Compagnie émettra des obligations de 100 francs chacune.

Le Conseil d'administration a également décidé que la Compagnie émettra des obligations de 100 francs chacune.

Le Conseil d'administration a également décidé que la Compagnie émettra des obligations de 100 francs chacune.

Le Conseil d'administration a également décidé que la Compagnie émettra des obligations de 100 francs chacune.

Le Conseil d'administration a également décidé que la Compagnie émettra des obligations de 100 francs chacune.

Le Conseil d'administration a également décidé que la Compagnie émettra des obligations de 100 francs chacune.

Le Conseil d'administration a également décidé que la Compagnie émettra des obligations de 100 francs chacune.

Institutions.

- Les Institutions Spécialisées du CILSS gardent leur autonomie administrative et financière.

6) - Passation de service de la Direction du Centre Agrhymet  
Niamey - République du Niger

Cette opération s'est déroulée dans d'excellentes conditions.

7) - Nomination de l'agent comptable du Secrétariat Exécutif du  
CILSS

La candidature de <sup>m</sup>onsieur TANGARA Moussa (Mali) a été retenue.

8) - Situation financière du Secrétariat Exécutif et des Institutions  
Spécialisées du CILSS

Le Conseil a pris conscience de la paralysie du Secrétariat Exécutif dans son action, du fait du retard accentué dans le versement des cotisations des pays du CILSS. Il a constaté la corrélation existant entre l'augmentation des dépenses de fonctionnement du dit Secrétariat et le retard de ces cotisations.

Le Conseil recommande vivement aux Ministres du CILSS d'agir de façon particulière sur leurs gouvernements respectifs pour la rentrée de ces cotisations.

9) - Logement du Secrétaire Exécutif du CILSS

Le Conseil charge le Secrétaire Exécutif du CILSS de lui fournir au 15ème Conseil des Ministres un rapport estimatif du coût d'un hôtel qui doit lui être destiné et mandate le Secrétaire Exécutif du CILSS d'étudier d'urgence les modalités de financement des sièges du Secrétariat Exécutif et de l'Institut du Sahel, ainsi que les logements pour les cadres du CILSS.

10) - Nouvelles adhésions au CILSS

Le Conseil prend acte de la non évolution du problème, mandate le Secrétaire Exécutif à poursuivre ce dossier, dans le cadre du respect des critères définis pour ces adhésions.

institutions.  
- Les institutions financières de l'UEE doivent être renforcées.

6) - Proposition de création de la Division de l'Union africaine

Ministère - République du Niger

Cette division a été créée dans le cadre de la coopération.

7) - Mandat de l'Union africaine de l'Organisation des Nations Unies

CIESS

La commission de l'Union africaine (UEA) a été créée.

8) - Situation financière du Secrétariat Exécutif et des institutions

Secrétariat Exécutif de l'UEA

Le Conseil a pris connaissance de la situation financière du Secrétariat Exécutif dans son action, du fait du retard accusé dans le versement des cotisations des pays de l'UEA. Il a constaté la situation existant entre l'augmentation des dépenses de fonctionnement et les ressources de la réserve de ces cotisations.

Le Conseil recommande vivement aux Ministres de l'UEA d'agir de façon particulière sur les contributions volontaires pour la rentrée de ces cotisations.

9) - Situation financière du Secrétariat Exécutif de l'UEA

Le Conseil a pris connaissance de la situation financière du Secrétariat Exécutif de l'UEA. Il a constaté que le retard dans le versement des cotisations des pays de l'UEA a entraîné une situation financière défavorable. Le Conseil recommande aux Ministres de l'UEA d'agir de façon particulière sur les contributions volontaires pour la rentrée de ces cotisations.

10) - Nouvelles élections au CIESS

Le Conseil prend acte de la non élection du Président, mandaté par le Secrétariat Exécutif à poursuivre ce mandat, dans le cadre du respect des critères définis pour ces élections.

10/12/2019

11) - Taux forfaitaires journaliers des indemnités de déplacement accordées aux fonctionnaires et agents du CILSS

(Annexe C du Statut particulier du Personnel).

Le Conseil décide l'application du nouveau taux exposé dans le tableau suivant :

L'Application de cette décision prend effet à partir du 1er février 1981.

TAUX FORFAITAIRES JOURNALIERS DES  
INDEMNITES DE DEPLACEMENT ACCORDEES AUX FONCTIONNAIRES ET  
AGENTS DU C.I.L.S.S.

PERSONNEL	ZONES DE DEPLACEMENT (A, B et C)		
	ZONE A Pays non Africains	ZONE B Pays Afri- cains	ZONE C Pays - Siège
Ministre Coordonnateur			
Président du Conseil d'Adm.	30.000 CFA	25.000 CFA	
Secrétaire Exécutif			
Directeurs Généraux	30.000 CFA	25.000 CFA	5.000 CFA
Cadres Supérieurs	25.000 CFA	20.000 CFA	3.000 CFA
Cadres Moyens	25.000 CFA	15.000 CFA	2.500 CFA
Cadres d'exécution		11.000 CFA	2.500 CFA

12) - Suppression de véhicules de service et instauration d'une indemnité de transport de 40.000 F.CFA aux Directeurs de services du Secrétariat Exécutif du CILSS

Le Conseil donne son accord pour la suppression des véhicules de





service , et l'instauration d'une indemnité de transport de 40.000 F.CFA par mois aux Directeurs de services du Secrétariat Exécutif du CILSS.

L'expertise des véhicules sera confiée au Gouvernement du Pays-Siège (Haute-Volta).

Les modalités de cession de ces véhicules seront laissées à la discrétion du Secrétariat Exécutif du CILSS assisté des conseillers du Gouvernement du Pays-Siège.

Cette close reste applicable aux deux institutions spécialisées du CILSS sur justification des économies budgétaires.

13) - Harmonisation des règlements financiers et instauration d'un contrôle financier au Secrétariat Exécutif et aux Institutions Spécialisées

Le Conseil demande au Secrétariat Exécutif d'harmoniser les différents règlements financiers du Secrétariat Exécutif et des Institutions Spécialisées du CILSS. Le Conseil mandate le Secrétariat Exécutif du CILSS pour l'instauration d'un contrôle financier au Secrétariat Exécutif et aux Institutions Spécialisées.

14) - Sahélisation et harmonisation de la rémunération des cadres du CILSS

Le Conseil donne mandat au Secrétariat Exécutif d'étudier la sahélisation et l'harmonisation des rémunérations de tous les cadres supérieurs du CILSS, engagés par le CILSS et par les organisations Internationales dans le cadre des projets CILSS.

Le Conseil demande au Secrétariat Exécutif de lui fournir un dossier relatif à ce problème à sa 15ème Session.

15) - Rappel du Docteur TRAORE Seydoux, Directeur des projets et programmes du Secrétariat Exécutif du CILSS.

Le Conseil a pris acte du rappel, pour raison de maladie, du Docteur TRAORE Seydoux, Directeur des Projets et Programmes du Secrétariat Exécutif du CILSS, par le Gouvernement de la <sup>H</sup>aute-Volta.

Le Conseil a pris également acte de sa prochaine saisie, et dans

services, de l'insuffisance des ressources, de l'absence de  
par voie de l'insuffisance des ressources de l'Etat et du Conseil de l'Etat.  
Le Gouvernement des Nations Unies a été invité à faire  
sérieusement (Garde-Volée).

Les modalités de coopération de ces deux institutions doivent être  
attachées au Secrétariat Exécutif du CIES, ainsi que les modalités de  
Gouvernement de l'Etat.

Garde-Volée: Les modalités de coopération de ces deux institutions doivent être  
attachées au Secrétariat Exécutif du CIES, ainsi que les modalités de  
Gouvernement de l'Etat.

(1) - Les modalités de coopération de ces deux institutions doivent être  
attachées au Secrétariat Exécutif du CIES, ainsi que les modalités de  
Gouvernement de l'Etat.

Les modalités de coopération de ces deux institutions doivent être

Le Conseil Exécutif du CIES doit être composé de représentants des Etats  
membres, ainsi que de représentants des Etats non membres, de façon à ce que  
les modalités de coopération de ces deux institutions soient attachées au  
Secrétariat Exécutif du CIES, ainsi que les modalités de  
Gouvernement de l'Etat.

(2) - Les modalités de coopération de ces deux institutions doivent être

du CIES

Le Conseil Exécutif du CIES doit être composé de représentants des Etats  
membres, ainsi que de représentants des Etats non membres, de façon à ce que  
les modalités de coopération de ces deux institutions soient attachées au  
Secrétariat Exécutif du CIES, ainsi que les modalités de  
Gouvernement de l'Etat.

Le Conseil Exécutif du CIES doit être composé de représentants des Etats  
membres, ainsi que de représentants des Etats non membres, de façon à ce que  
les modalités de coopération de ces deux institutions soient attachées au  
Secrétariat Exécutif du CIES, ainsi que les modalités de  
Gouvernement de l'Etat.

(3) - Les modalités de coopération de ces deux institutions doivent être

attachées au Secrétariat Exécutif du CIES, ainsi que les modalités de

Le Conseil Exécutif du CIES doit être composé de représentants des Etats  
membres, ainsi que de représentants des Etats non membres, de façon à ce que  
les modalités de coopération de ces deux institutions soient attachées au  
Secrétariat Exécutif du CIES, ainsi que les modalités de  
Gouvernement de l'Etat.

Le Conseil Exécutif du CIES doit être composé de représentants des Etats  
membres, ainsi que de représentants des Etats non membres, de façon à ce que  
les modalités de coopération de ces deux institutions soient attachées au  
Secrétariat Exécutif du CIES, ainsi que les modalités de  
Gouvernement de l'Etat.



les plus brefs délais, du dossier de la nouvelle candidature voltaïque destinée à remplacer le Docteur TRAORE Seydoux à la Direction des Projets et Programmes du Secrétariat Exécutif du CILSS.

#### IV SEANCE SOLENNELLE DE CLOTURE

Cette séance a eu lieu le mercredi 28 janvier 1981 à partir de 12 heures. Pendant cette séance, le Conseil des Ministres, les délégations des pays membres du CILSS, les Représentants des Organisations Internationales et les personnalités invitées ont entendu la lecture du communiqué final du Conseil des Ministres, le discours de remerciement prononcé par son Excellence BRAH MAHAMANE, Ministre du Développement Rural du Niger au nom de ses collègues, enfin, le discours de clôture de son Excellence JOAO PEREIRA SILVA, Ministre du Développement Rural des Iles du Cap-Vert, Ministre Coordonnateur du CILSS.

##### 1) - Communiqué final

La 14ème session ordinaire du Conseil des Ministres du CILSS s'est tenue les 26 - 27 et 28 janvier 1981 à Mindelo, République du Cap-Vert.

Les travaux se sont déroulés sous la Présidence de son Excellence JOAO PEREIRA SILVA, Ministre Coordonnateur du CILSS.

Lors de la séance solennelle d'ouverture, le Conseil a entendu l'allocution de bienvenue de son Excellence JOAO PEREIRA SILVA, Ministre du Développement Rural du Cap-Vert.

Dans son allocution, le Ministre PEREIRA a souligné l'importance capitale de cette 14ème session. Importance qui résulte tout d'abord du fait qu'elle se tient 2 mois à peine après la 4ème Conférence du Club du Sahel. Importance ensuite par le fait que cette session aura à se prononcer sur l'adoption de l'étude de factibilité faite par la FAO sur requête du CILSS et qui concerne la mise en place des stocks céréaliers Nationaux et Régionaux de sécurité. Importance enfin parce qu'elle se tient juste après la campagne agricole 1980-81 et qu'il s'agira d'en faire le bilan et surtout trouver les moyens de mettre en oeuvre pleinement les décisions prises à Niamey pour éviter les décalages préjudiciables à tous égards dans les besoins en aide d'urgence tels que les pays du CILSS l'expriment et tels





que les estiment nos partenaires des Organisations et Pays donateurs.

A son ordre du jour le Conseil a eu à examiner notamment :

- les résultats de la 4ème Conférence du Club du Sahel tenue les 16 et 17<sup>N</sup>ovembre 1980 au Koweït.
- le contrôle des tâches confiées au Secrétariat Exécutif et aux Institutions Spécialisées.
- les questions administratives, financières et institutionnelles, en particulier le budget de l'exercice 1981.

Le Conseil a pris des résolutions et lancé un appel après examen des différents points inscrits à son ordre du jour notamment :

- sur le grave déficit céréalier de la campagne agricole 1980/81 estimé à 802 400 tonnes ;
- sur le rappel des résolutions N° 1/CM/12, N° 6/CM/12 relatives à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques céréalières et alimentaires des Etats ;
- sur les stocks céréaliers Nationaux et Régionaux de sécurité ;
- sur l'adoption du budget du CILSS pour l'exercice 1981 arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 284 794 198 F.CFA ;
- sur le rappel fait aux Etats pour payer les arriérés de leurs cotisations ;
- sur le transfert à l'Institut du Sahel de la Direction Administrative et Financière de l'Annexe B "lutte intégrée" du Programme de Protection des Végétaux ;
- sur la nomination de l'Agent Comptable au Secrétariat Exécutif ;
- sur la modification des taux forfaitaires d'indemnité des missions ;
- sur la suppression des véhicules de service et leur remplacement par une indemnité de transport ;
- sur le financement des Comités Nationaux du CILSS.

Après avoir fait le bilan de l'état d'avancement des tâches confiées au Secrétariat Exécutif et aux Institutions Spécialisées, le Conseil, bien

que les autres nos partenaires des organisations et pays donateurs.

4 son ordre du jour le Conseil a eu à examiner notamment :

- les réalisations de la 4ème Conférence du Club du Sahel tenue

les 16 et 17 novembre 1980 au Nouadhibou.

- la contribution des tâches confiées au Secrétariat Exécutif et aux

Institutions Spécialisées.

- Les questions administratives, financières et institutionnelles,

en particulier le budget de l'exercice 1981.

Le Conseil a pris des résolutions et lancé un appel après examen

des différents points inscrits à son ordre du jour notamment :

- sur la grave dégradation des récoltes de la campagne agricole 1980/81

estimée à 800 000 tonnes ;

- sur le rapport des réalisations N° 1/CN/12, N° 6/CN/12 relatives

à l'élaboration et à la mise en oeuvre des politiques céréalières et ali-

mentaires des Etats ;

- sur les stocks stratégiques nationaux et régionaux de sécurité ;

- sur l'adoption du budget du CISS pour l'exercice 1981 arrêté en

recettes et en dépenses à la somme de 284 394 000 F.CFA ;

- sur la demande de l'Etat pour payer les arriérés de leurs

contributions ;

- sur la demande de l'Institut du Sahel de la Direction Adminis-

trative et Financière de l'Annexe B "Unité Intégrée" du Programme de

Recherche des Végétaux ;

- sur la nomination de l'Agent Comptable au Secrétariat Exécutif ;

- sur la modification des fortifications d'indemnité des missions ;

- sur la suppression des véhicules de service et leur remplacement

par une indemnité de transport ;

- sur la fixation des Comités Nationaux du CISS.

Après avoir lu le bilan de l'état d'avancement des tâches confiées

au Secrétariat Exécutif et aux Institutions Spécialisées, le Conseil, plan



qu'ayant reconnu les efforts réels fournis par la Communauté Internationale, a tenu cependant à souligner que le rythme de réalisation des projets doit être accéléré. A ce sujet, mandat a été donné aux Secrétariats Exécutifs du CILSS et du Club du Sahel à entrer en contact avec la CNUCED afin de trouver les voies et moyens pour parvenir à la simplification des procédures de financement de l'aide. En ce qui concerne les charges récurrentes, mandat a été donné au deux Secrétariats pour organiser le colloque relatif à ce thème le plus rapidement possible et le limiter uniquement aux seuls Pays sahéliens.

Le Conseil a par ailleurs entendu une communication de solidarité et de coopération faite par le PNUD, la FAO, l'UNSO, le Club du Sahel et la BADEA. Il a félicité le Club du Sahel pour ses efforts en faveur des pays du CILSS et a encouragé les organisations internationales à poursuivre leurs efforts en vue de renforcer ceux du CILSS dans leur lutte pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire.

Le Conseil a également entendu le représentant de l'OMM et s'est félicité de l'accord intervenu entre l'OMM et le CILSS dans le sens du renforcement de leur coopération.

Le Conseil a lancé un appel à la Communauté Internationale pour qu'elle vienne en aide aux populations touchées par la sécheresse tout en souhaitant que les problèmes de transport et de distribution des vivres soient examinés favorablement.

Le Conseil a félicité le Secrétariat Exécutif du CILSS pour la qualité des dossiers proposés en vue de la session.

Il a félicité également les Experts pour le travail remarquable qu'ils ont accompli lors de l'examen de ces dossiers.

Le Conseil se félicite de l'atmosphère franche et fraternelle qui a présidé à ses travaux.

Il a décidé de tenir sa 15ème session ordinaire à Banjul, République de Gambie, en juin 1981.

Fait à Mindelo, le 28 janvier 1981

Le Conseil des Ministres.



Test 4, 10/10/10, 10/10/10, 10/10/10

the Council of Ministers.

2) - Appel à la Communauté Internationale en faveur des pays du Sahel

Le Conseil des Ministres du CILSS réuni à Mindelo (Cap Vert) du 26 au 28 janvier 1981 ;

CONSIDERANT l'importance des déficits vivriers enregistrés dans les différents pays du CILSS à la suite de la campagne agricole 1980/81 ;

LANCE un appel pressant à la Communauté Internationale pour qu'elle apporte aux pays du Sahel l'assistance nécessaire pour faire face à la situation ;

INSISTE tout particulièrement sur la nécessité de fournir les moyens logistiques pour faciliter aux pays le transport et la distribution des vivres jusqu'aux bénéficiaires.

Fait à Mindelo, le 27 janvier 1981

Le Conseil des Ministres.

3) - Allocution de remerciements prononcée par son Excellence  
BRAH MAHAMANE, Ministre du Développement Rural du <sup>N</sup>iger

Monsieur le Ministre du Développement Rural de la République du Cap-Vert, Ministre Coordonnateur du CILSS,  
Messieurs les Représentants des Organisations Internationales,  
Mesdames et Messieurs,

Il me revient, la lourde responsabilité et l'agréable devoir, de prendre la parole au nom de mes collègues et frères Ministres :

- du Développement Rural de la Gambie
- du Développement Rural de la Haute-Volta
- du Développement Rural de la Mauritanie
- du Développement Rural du Cap Vert
- du Développement Rural du Sénégal
- de l'ensemble des participants sahéliens et amis du Sahel, à notre 14ème Session,

pour vous exprimer tous nos remerciements et toute notre gratitude, pour l'accueil chaleureux et la constante et fraternelle chaleur humaine dont

2) - Appel à la Communauté internationale en faveur des pays du Sahel

Le Conseil des Ministres du CISSA (Général) du

26 au 28 Janvier 1981

CONSIDERANT l'importance des problèmes agricoles dans

les différents pays du CISSA et la suite des événements agricoles 1980/81 ;

LE PAYS qui appellent à la Communauté internationale pour qu'elle

apporte aux pays du Sahel l'aide nécessaire pour leur faire face à la

sécheresse ;

INSTANTANT tout particulièrement que la nécessité de fournir les

services techniques pour faciliter aux pays le transport et la distribution

des vivres, produits agricoles,

...

Fait à Niamey, le 27 Janvier 1981

...

Le Conseil des Ministres,

3) - Allocation de ressources financières pour son Excellence

SAHARA, Ministre du Développement Rural du Mali

Monseigneur le Ministre du Développement Rural de la République de

Général, Ministre Coordonnateur du CISSA,

Messieurs les Représentants des Organisations Internationales,

Messieurs et Mesdames,

Il me revient, à votre responsabilité et à votre devoir, de

prendre la parole au nom de mes collègues et collègues.

...

- au Développement Rural de la région

- au Développement Rural de la Haute-Volta

- au Développement Rural de la Mauritanie

- au Développement Rural du Mali

- au Développement Rural du Niger

- au Développement Rural du Tchad

- de l'ensemble des pays du Sahel et de la région, à notre

travail commun,

pour vous exprimer tous nos remerciements et toute notre gratitude, pour

l'attention et la constante et précieuse collaboration que vous nous



nous avons été entourés dès notre arrivée à Mindelo.

Je vous demande Monsieur le Ministre et Cher Frère, de transmettre au peuple, à son Parti le PAICV, à son Gouvernement et surtout à Son Excellence le Président PEREIRA, digne fils d'Afrique, digne continuateur des idéaux du regretté AMILCAR CABRAL, Fondateur de votre Parti d'avant-garde, toute notre reconnaissance, pour les énormes sacrifices consentis pour rendre notre séjour agréable à Mindelo.

Mesdames et Messieurs,

notre 14ème Session est réellement celle du Donner et du Recevoir.

OUI Donner et Recevoir, car nos habituels échanges des points de vue se sont déroulés dans un climat et un contexte symboles de la volonté et de l'engagement de nos Etats à oeuvrer ensemble pour résoudre nos problèmes communs.

OUI Donner et Recevoir, car notre 14ème Session s'est tenue à Mindelo, carrefour des civilisations.

NI la rareté des pluies et les autres difficultés qu'impose la nature, n'entament en rien, la volonté de ces hommes et de ces femmes, dignes représentants du grand Patriote Africain AMILCAR CABRAL, de transformer quantitativement et qualitativement leur condition d'existence.

CETTE foi en l'avenir, cet engagement constant à vouloir arracher à la nature ce dont nous avons besoin pour satisfaire les besoins fondamentaux, nous les retrouvons chez toutes nos populations laborieuses sahéliennes.

QUOI de plus réconfortant, Monsieur le Président, que de constater partout au Sahel meurtri, cette surhumaine volonté des sahéliens, source de notre fierté, symbole de notre destin commun.

TOUT en vous réitérant nos remerciements et notre gratitude, je voudrais vous rassurer Monsieur le Président, des sentiments fraternels et amicaux que nous emportons en quittant Mindelo.

La rencontre de Mindelo est certes pour nous une rencontre du Donner et du Recevoir, elle est aussi et surtout celle de la cristallisation de notre Foi en l'avenir, de notre engagement d'oeuvrer ensemble avec



... nous avons été associés dans notre lutte à Mindelo.

Je vous remercie Monsieur le Ministre et Chef d'Etat, de l'attention que vous avez portée à nos revendications et de l'assurance que vous nous avez donnée, à son sujet, de la part de l'Etat, à son gouvernement et à son peuple, d'un soutien ferme et constant.

Notre même aspiration est réitérée, celle de l'unité et de la paix.

OUI l'unité et la paix, car nos habitants souffrent de la violence et de la destruction dans un climat de violence et de la violence et de la destruction. L'engagement de nos Etats à garantir ensemble pour résoudre nos problèmes communs.

OUI l'unité et la paix, car nous sommes tous d'accord à l'unité et à la paix.

Notre même aspiration est réitérée, celle de l'unité et de la paix.

OUI l'unité et la paix, car nous sommes tous d'accord à l'unité et à la paix.

OUI l'unité et la paix, car nous sommes tous d'accord à l'unité et à la paix.

OUI l'unité et la paix, car nous sommes tous d'accord à l'unité et à la paix.

OUI l'unité et la paix, car nous sommes tous d'accord à l'unité et à la paix.

l'aide de nos amis, pour vaincre l'hostilité de la nature sahélienne, afin que l'auto-suffisance alimentaire soit une réalité dans nos Etats au grand bénéfice de nos populations.

JE VOUS REMERCIE !

4) - Motion de remerciements

- Le Ministre de l'Agriculture et des Ressources Naturelles de la Gambie,
- Le Ministre du Développement Rural de la Haute-Volta,
- Le Ministre de l'Agriculture du Mali représenté par son Directeur de Cabinet,
- Le Ministre du Développement Rural de la Mauritanie,
- Le Ministre du Développement Rural du Niger,
- Le Ministre du Développement Rural du Sénégal,
- et les délégations qui les accompagnent,

EXPRIMENT leur profonde gratitude et leurs très sincères remerciements au Peuple Capverdien, au Parti, au Gouvernement et à Son Excellence, ARISTIDES PEREIRA, Président de la République des Iles du Cap-Vert, pour l'accueil chaleureux et fraternel qui leur a été réservé et pour toutes les facilités mises à leur disposition durant leur séjour à Mindelo.

Fait à Mindelo, le 28 janvier 1981

Le Conseil des Ministres.



5) - Discours de clôture de Son Excellence JOAO PEREIRA SILVA,  
Ministre du Développement Rural des Iles du Cap Vert,  
Ministre Coordonnateur du CILSS

Messieurs les Ministres et Chers Collègues,  
Messieurs les Représentants des Organisations Internationales,  
Messieurs les Membres du Corps Diplomatique,  
Honorables invités,  
Mesdames et Messieurs,

Permettez au Ministre Coordonnateur à qui revient l'honneur de clore cette 14ème session ordinaire du Conseil des Ministres de commencer son allocution en disant que nous venons de remporter ensemble une belle victoire.

L'image souvent utilisée dans d'autres contextes me paraît particulièrement appropriée au notre. En effet, si pour des raisons que j'ai évoquées dans mon allocution d'ouverture, j'étais tout à fait confiant dans les résultats de nos délibérations, le caractère gigantesque des efforts que nous allions avoir à déployer au cours de celles-ci ne m'échappait point et en mon for intérieur, je me disais - comme sans doute le pensait chacun d'entre vous - que cette session constituait un défi qu'il n'allait pas être très facile de relever.

C'était il y a trois jours. Aujourd'hui, je crois pouvoir affirmer qu'en dépit des écueils nombreux, le défi a été relevé et que les motifs de joie ne nous manquent pas ; permettez-moi de n'en citer que deux :

- le premier c'est que l'ensemble des dossiers soumis à notre examen a été traité de manière approfondie et fait l'objet de décisions claires et concrètes comme en atteste largement le grand nombre des résolutions que nous venons d'adopter.

Qu'il ait pu en être ainsi malgré la complexité des problèmes politiques, institutionnels, techniques sous-jacents à la plupart des dossiers, malgré le temps relativement limité que nous pouvions consacrer à leur examen, constitue un premier motif de joie.

Mais plus que d'avoir pu épuiser tous les points de notre ordre du jour dans les délais impartis, ce qui constitue un autre motif de joie,



5) - Discours de clôture de la Conférence  
Ministère du Développement Rural des îles du Cap Vert  
Ministère de l'Éducation de l'île de Saint-Paul

Messieurs les Ministres de l'Éducation,  
Messieurs les représentants des Organisations Internationales,  
Messieurs les Membres du Corps Diplomatique,  
Honorables invités,  
Messieurs et Mesdames,

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier d'avoir accepté d'être présents à cette séance inaugurale du Conseil des Ministres de l'Éducation. Cette séance est destinée à vous présenter une vue d'ensemble de la situation de l'éducation dans les îles du Cap Vert.

L'Union africaine a été créée dans d'autres contextes que celui-ci. Elle a été créée pour promouvoir l'unité africaine et le développement économique et social de l'Afrique. Elle a été créée pour promouvoir la coopération entre les États africains et pour promouvoir la participation des peuples africains à la gestion de leurs affaires. Elle a été créée pour promouvoir la solidarité entre les peuples africains et pour promouvoir la paix et la stabilité en Afrique.

C'est pourquoi il y a trois jours, à l'occasion de la tenue de la Conférence, nous avons tenu une séance de travail pour examiner les problèmes de l'éducation dans les îles du Cap Vert.

La première chose que nous avons faite est d'examiner les données de base de l'éducation dans les îles du Cap Vert. Nous avons examiné les données relatives au nombre d'élèves, au nombre d'enseignants, au nombre d'écoles, etc.

Il est évident que la situation de l'éducation dans les îles du Cap Vert est très défavorable. Le nombre d'élèves est très faible, le nombre d'enseignants est très faible, le nombre d'écoles est très faible.

Notre tâche est donc de trouver des solutions pour améliorer la situation de l'éducation dans les îles du Cap Vert.

c'est la manière dont nous sommes parvenus aux résultats, je veux dire la démarche adoptée pour aborder les questions les plus épineuses, cette démarche faite de courage et de lucidité, de rigueur et de foi en l'avenir, de sobriété et de sens de la méthode, de fermeté stratégique et de souplesse tactique, de sahéilité en un mot.

Messieurs les Ministres et Chers Collègues,

Au risque de blesser votre modestie, je dois dire que vos efforts personnels ont été déterminants dans le succès enregistré à l'issue de nos délibérations.

Mais si nous avons pu en un délai record épuiser tous les points de notre ordre du jour, c'est parce que nos experts, ceux du Secrétariat Exécutif et des Institutions Spécialisées comme ceux de nos Pays respectifs nous ont facilité le travail et se sont acharnés, à l'issue de leur réunion préparatoire, à nous présenter, de la façon la plus complète et la plus objective, les différentes facettes des problèmes que nous avions à traiter. Aussi, voudrais-je, en votre nom à tous et en mon nom personnel, leur adresser mes vives félicitations et les encourager à persévérer dans cette voie qui est celle de la responsabilité.

Egalement en votre nom et en mon nom personnel, je saisis l'occasion de cette cérémonie de clôture pour exprimer notre profonde gratitude à l'endroit des Représentants de la Communauté Internationale dont il me plaît de souligner la part non négligeable dans le succès de nos travaux. En effet, loin de se contenter d'une présence symbolique, nos amis du PNUD, du Club du Sahel, de la FAO, de l'UNSO, de la BADEA, de l'OMM, du FENU nous ont, sur bien des points, apporté des informations précieuses et fait de suggestions fort judicieuses.

Ce faisant, il ne se sont pas comportés en simples invités mais se sont au contraire élevés au rang de véritables partenaires à nos efforts, comblant ainsi nos attentes.

Enfin, au chapitre des raisons du succès de nos travaux, j'aurai garde de ne pas oublier le dévouement et la compétence de toutes celles et de tous ceux qui à l'ombre, avec discrétion et efficacité, nous ont assistés : je pense notamment aux interprètes, aux traducteurs et à tout

C'est la manière dont nous sommes parvenus à résoudre, je vous dirai la  
différence adoptée pour organiser les questions les plus épineuses, celle  
démontre l'acte de courage et de franchise, de rigueur et de foi en l'avenir,  
du comité et de ceux de la majorité, de l'ensemble stratégique et de nos  
plans tactiques, de stabilité en un mot.

Messieurs les Ministres et Chers Collègues,

Enfin, au milieu de toutes vos modesties, je dois dire que vos efforts  
personnels ont été déterminants dans la suite, car c'est à l'issue de nos  
délibérations  
Mais si nous avons pu en un bref délai recueillir toutes les points  
de notre ordre du jour, c'est avant tout grâce à vous, ceux du secrétariat  
Exécutif et des Institutions Spécialisées comme ceux de nos pays respectifs  
nous ont aidés à clarifier le travail et se sont montrés, à l'issue de leur réunion  
préparatoire, à nous présenter, de la façon la plus compétente et la plus ap-  
prochée, les différentes questions, les problèmes que nous avions à traiter.  
Aussi, voudrais-je, en votre nom à tous et en mon nom personnel, leur adresser  
sur nos vives félicitations et les encourager à poursuivre dans cette voie  
qui est celle de la responsabilité.

Enfin, en votre nom et en mon nom personnel, je salue l'adoption  
de cette déclaration de principes pour expliquer notre profonde gratitude à  
l'endroit des Représentants des Communautés Internationales dont il me  
plait de souligner la participation dans la solution de nos problèmes.  
En effet, lors de sa contribution à la présence symbolique, nos amis du TRU,  
du CIO et de l'UNESCO, de l'UNICEF, de l'OMS, du TRU nous  
ont, par leur présence, apporté des informations précieuses et fait de  
nos discussions fort intéressantes.

Enfin, il ne faut pas oublier en simples invités mais en  
tant qu'observateurs éternels de l'acte de véritables partenaires à nos efforts,  
comment aussi nos attentes.

Enfin, au chapitre des raisons de succès de nos travaux, il faut  
garder de ne pas oublier le rôle déterminant de la compétence de toutes celles  
et de tous ceux qui à l'organe, avec discrétion et efficacité, nous ont  
assistés : je pense notamment aux interprètes, aux traducteurs et à tout



le personnel du Secrétariat à qui, en votre nom encore un fois et en mon nom personnel j'adresse mes vives félicitations.

Chers Collègues,

Messieurs les Représentants des Organisations Internationales,

Messieurs les Membres du Corps Diplomatique,

Honorable invités,

Mesdames et Messieurs les Experts,

Notre session se clôt sur des décisions importantes qui sont de deux types :

- Il en est d'un premier type qui supposent, pour être mises en oeuvre, la Coopération la plus étroite et la plus franche avec nos partenaires des pays et Institutions donateurs. Parmi celles de ce type, je mentionnerais simplement à titre d'exemple la constitution des stocks céréaliers de sécurité dont nous avons adopté les conclusions de l'étude de faisabilité exécutée par la FAO à notre requête, le transfert à l'Institut du Sahel de la Direction Administrative et Financière du volet "Lutte Intégrée" du Programme de Protection des Végétaux, la mise en application de l'accord de base modifié qui nous lie à l'OMM pour l'exécution du Programme Agrhymet.

De toute évidence, la mise en oeuvre totale de ces décisions ne sera pas toujours facile surtout dans le contexte économique et politique que vous connaissez.

D'un autre type et sans doute plus facile à mettre en oeuvre parce que se situant à un niveau interne - j'allais dire familial - sont les décisions que nous avons adoptées et qui visent à rendre nos outils du combat, à savoir le Secrétariat Exécutif et les Institutions Spécialisées, plus efficaces ; je pense notamment à la position que nous avons arrêtée sur les relations qui devraient exister désormais entre le Secrétaire Exécutif et les Institutions Spécialisées du CILSS.

Mais, qu'elles relèvent de l'un ou de l'autre type, toutes les décisions prises au cours de nos délibérations supposent, pour être appliquées de façon satisfaisante, une grande vigilance de notre part, et surtout un suivi conséquent et rigoureux.

C'est dire, Chers Collègues, Honorables invités, Mesdames et Messieurs,



le personnel de l'Assemblée à qui, en outre, nous avons fait un tour  
dans les locaux de l'Assemblée.

Chers Collègues,

Membres des commissions de l'Assemblée, de la Commission internationale,

Membres des commissions de l'Assemblée, de la Commission internationale,

Membres des commissions de l'Assemblée, de la Commission internationale,

Membres des commissions de l'Assemblée, de la Commission internationale,

Je tiens tout d'abord à vous remercier pour l'attention que vous avez

portée à cette séance.

Il est en fait d'un premier type qui nous intéresse, pour être mis en

œuvre, la Commission de l'Assemblée et la Commission internationale.

Les autres commissions de l'Assemblée, de la Commission internationale,

mentionnées simplement à titre d'exemple, la Commission internationale,

la Commission internationale, la Commission internationale, la Commission internationale,

la Commission internationale, la Commission internationale, la Commission internationale,

la Commission internationale, la Commission internationale, la Commission internationale,

la Commission internationale, la Commission internationale, la Commission internationale,

la Commission internationale, la Commission internationale, la Commission internationale,

De toute évidence, la mise en œuvre de ces décisions ne sera

pas toujours facile surtout dans le contexte économique et politique que

vous connaissez.

D'un autre type et d'une autre nature, la mise en œuvre de ces

décisions ne sera pas toujours facile, surtout dans le contexte économique et

politique que vous connaissez.

Je tiens tout d'abord à vous remercier pour l'attention que vous avez

portée à cette séance.

Il est en fait d'un premier type qui nous intéresse, pour être mis en

œuvre, la Commission de l'Assemblée et la Commission internationale.

Les autres commissions de l'Assemblée, de la Commission internationale,

mentionnées simplement à titre d'exemple, la Commission internationale,

la Commission internationale, la Commission internationale, la Commission internationale,

la Commission internationale, la Commission internationale, la Commission internationale,

C'est dire, Chers Collègues, Membres des commissions de l'Assemblée,

que loin d'être terminé, le travail ne fait que commencer.

J'ai cependant la conviction que les tâches que nous nous sommes librement assignées seront bien exécutées et que le bateau qu'ensemble nous partageons arrivera à bon port, c'est-à-dire sur les rivages de l'autosuffisance alimentaire qui reste notre objectif fondamental. J'ai cette conviction parce que je sais pouvoir compter sur la disponibilité et l'engagement total de chacun d'entre nous ici pour ouvrir à nos pays de nouveaux horizons. Je sais également pouvoir compter sur la Communauté Internationale dont j'ai pu lire, à travers les messages que nous ont livrés ses Représentants, la volonté de poursuivre à nos côtés le combat engagé pour la réhabilitation et le développement du Sahel.

Banjul où je vous donne rendez-vous pour notre 15ème session en juin 1981 nous dira si cet optimisme était fondé ou non.

En attendant, je renouvelle en votre nom à tous, Messieurs les Ministres, Messieurs les Experts, nos remerciements à ceux de nos amis qui ont bien voulu répondre à notre invitation et à eux comme à vous même je souhaite un bon retour dans les pays respectifs.

Messieurs les Ministres et Chers Collègues, Honorables invités, Messieurs les Experts,

Je déclare close la 14ème session ordinaire du Conseil des Ministres du CILSS.

#### V - ANNEXES

##### 1) - Différentes résolutions et motions du Conseil des Ministres

#### RESOLUTION N° 1/CM/14

Relative à la politique céréalière et alimentaire.

Le Conseil des Ministres réuni en sa 14ème session ordinaire à Mindelo (Cap Vert) du 26 au 28 janvier 1981,

Considérant les résolutions N° 1/CM/12 et N° 6/CM/12 recommandant aux pays sahéliens :

que j'ai l'honneur de vous adresser, je vous prie de vouloir bien

l'insérer dans le rapport que vous présenterez à la Commission  
lors de sa prochaine séance. Je vous prie de vouloir bien  
me tenir au courant de l'issue de vos démarches. Je vous prie  
de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute  
et respectueuse considération.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute  
et respectueuse considération.

En attendant, je vous prie de vouloir bien me tenir au courant  
de l'issue de vos démarches. Je vous prie de croire, Monsieur le  
Ministre, à l'assurance de ma haute et respectueuse considération.

Monsieur le Ministre, je vous prie de vouloir bien me tenir au courant  
de l'issue de vos démarches. Je vous prie de croire, Monsieur le  
Ministre, à l'assurance de ma haute et respectueuse considération.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma haute  
et respectueuse considération.

V - Annexe

1) - Différentes résolutions et motions du Conseil des Ministres

Résumé des résolutions

relative à la politique étrangère et internationale.

Le Conseil des Ministres a adopté la même résolution relative à l'indépendance

(Cf. voir) du 25 au 26 Janvier 1957.

Considérant les résolutions du 25/1/57 et du 26/1/57 recommandant

aux pays concernés :

- d'adopter une politique cohérente des prix des produits céréaliers locaux et importés qui favoriserait en priorité la consommation des céréales locales ;

- de favoriser, par l'élaboration d'un plan alimentaire, les investissements à tous les stades de la production jusqu'à la consommation des céréales ,

Considérant le programme d'action retenu par le Secrétaire Exécutif et soumis aux Ministres du Développement Rural du CILSS dans une lettre circulaire en date du 13 mai 1980,

Considérant la recommandation du 13ème Conseil des Ministres du CILSS demandant aux Pays Membres de faire diligence pour apporter une réponse à la lettre circulaire du 13 mai 1980,

Considérant que seul un Etat Membre a répondu à cette date à la lettre circulaire du Secrétaire Exécutif, en demandant au Secrétariat Exécutif l'envoi d'une mission d'experts du CILSS et du Club du Sahel pour la réalisation du programme d'action,

Considérant que certains Etats Membres du CILSS ont pris contact avec des Etats et Organismes de financement dans le cadre bilatéral pour élaborer leur politique céréalière et alimentaire,

Demande aux Etats de se conformer aux décisions prises par les 12ème et 13ème Conseils des Ministres concernant les politiques céréalières et alimentaires nationales;

Invite les Etats à informer le Secrétariat Exécutif des démarches et actions qu'ils entreprennent dans le cadre bilatéral pour l'élaboration de leur politique céréalière et alimentaire,

Demande aux Etats qui ne l'ont pas fait de répondre à la lettre circulaire du 13 mai 1980 afin que le Secrétariat Exécutif puisse mettre en application le programme d'action.

Fait à Mindelo, le 28 janvier 1981

Le Conseil des Ministres.



- à l'égard des politiques nationales et régionales  
locales et régionales qui favorisent la coopération des  
régions ;

- de favoriser, par l'élaboration d'un plan ministériel, les  
investissements à tous les stades de la production jusqu'à la consommation  
des produits ;

Considérant la programme d'action prévu par la loi de 1980  
et soumis aux Ministres du Développement Rural de l'EEC dans une lettre  
circulaire en date du 12 mai 1980,

Considérant la recommandation du 17ème Conseil des Ministres de  
l'EEC demandant aux Etats membres de faire diligence pour apporter une  
réponse à la lettre circulaire du 12 mai 1980,

Considérant que dans un Etat membre, le régime de l'EEC a été  
l'objet d'une réforme importante, le régime de l'EEC a été  
l'objet d'une réforme importante, le régime de l'EEC a été  
l'objet d'une réforme importante, le régime de l'EEC a été

Considérant que certains Etats membres de l'EEC ont pris contact  
avec des Etats de l'Organisation de l'Europe Méditerranéenne dans le but d'établir pour  
établir une politique commune de l'agriculture,

Demande aux Etats de se conformer aux décisions prises par les  
Etats et l'Organisation de l'Europe Méditerranéenne pour l'établissement  
et l'application nationale ;

Invite les Etats à intégrer le secteur de l'agriculture dans leur  
et notions de l'agriculture dans le cadre d'un plan ministériel pour l'agriculture  
de leur politique agricole et alimentaire ;

Demande aux Etats de se conformer à la lettre  
circulaire du 12 mai 1980 afin que la Commission européenne puisse  
en application le programme d'action.

Fait à Madrid, le 23 janvier 1981

Le Conseil des Ministres

RESOLUTION N° 2/CM/14

Relative aux stocks céréaliers nationaux et régionaux de sécurité.

Le Conseil des Ministres réuni en sa 14ème session ordinaire à Mindelo (Cap Vert) du 26 au 28 janvier 1981,

Se référant à sa résolution N° 3/CM/9 du 25 juillet 1978 priant le Directeur Général de la FAO d'entreprendre l'étude de préfaisabilité d'un programme de stocks céréaliers de sécurité régionaux et nationaux dans le Sahel.

Se référant à sa résolution N° 1/CM/11 du 9 juin 1979 approuvant l'étude ci-dessus et choisissant l'option N° 3 et au télex du Secrétaire Exécutif du CILSS de septembre 1979 demandant à la FAO d'entreprendre une étude de faisabilité approfondissant cette option,

Considérant que la persistance de la sécheresse et de déficits céréaliers importants dans la plupart des Etats Membres place une nouvelle fois la sécurité alimentaire au premier plan de ses préoccupations,

Rappelant son attachement à l'objectif d'autosuffisance alimentaire et à la mise en place rapide de politiques céréalières telles que définies par les recommandations du Colloque CILSS/Club du Sahel de Nouakchott de juillet 1979, approuvées par le Conseil des Ministres du CILSS à Ouagadougou lors de sa 12ème session (janvier 1980) :

- approuve dans ses grandes lignes les propositions et conclusions de l'étude de faisabilité sur les stocks céréaliers nationaux et régionaux de sécurité au Sahel,

- remercie le Directeur Général de la FAO pour la qualité et la rapidité de l'assistance qu'il a apportée au Secrétariat Exécutif du CILSS en réalisant la dite étude,

- demande au Secrétaire Exécutif du CILSS de prendre contact avec la FAO pour organiser rapidement une réunion des techniciens sahéliens afin d'examiner de manière approfondie l'étude de faisabilité ;

- mandate le Secrétaire Exécutif pour rechercher d'ores et déjà le financement du projet de stocks céréaliers régionaux et nationaux en étroite coopération avec la FAO.

Fait à Mindelo, le 28 janvier 1981

Le Conseil des Ministres

RÉSOLUTION N° 2/CM/14

Relative aux stocks céréalières nationaux et régionaux de sécurité.

Le Conseil des Ministres réuni en 1987, sous la présidence de

l'Indonésie (20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-1er février 1987),

Se référant à la résolution N° 2/CM/13 du 27 juillet 1986 prise par le

Directeur Général de la FAO d'entreprendre des études de faisabilité d'un

programme de stocks céréalières de sécurité régionaux et nationaux dans la

Soulevé.

Se référant à la résolution N° 1/CM/11 du 9 juin 1979 approuvant

l'étude de faisabilité et d'élaboration d'un plan N° 2 et en vertu de la Résolution

Exécutif du CIBIS de septembre 1979 demandant à la FAO d'entreprendre une

étude de faisabilité approfondissant cette étude.

Considérant que la persistance de la sécheresse et de l'insécurité

céréalières imposent dans la région des Etats Membres une nouvelle

étude de faisabilité approfondissant cette étude.

Appelant son attention à l'urgence de l'opération d'assistance alimentaire

et à la mise en place rapide de collectes céréalières telles que définies

par les recommandations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

juillet 1979, approuvées par le Conseil des Ministres du CIBIS à l'Organisation

des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (juillet 1980).

Approuvant dans ce but les propositions et recommandations

de l'étude de faisabilité sur les stocks céréalières nationaux et régionaux

de sécurité au Sahel.

Approuvant le Directeur Général de la FAO pour la durée de la

durée de l'opération d'assistance alimentaire qu'il a entreprise au Secrétariat Exécutif du CIBIS

en vertu de la Résolution.

Appelant le Secrétariat Exécutif du CIBIS à grande contact avec la

FAO pour qu'elle puisse rapidement une réunion des représentants nationaux afin

d'examiner de manière approfondie l'étude de faisabilité ;

Appelant le Secrétariat Exécutif pour qu'il cherche à être en

liaison avec le projet de stocks céréalières régionaux et nationaux en vertu

de coopération avec la FAO.

Fait à Managua, le 28 janvier 1987

Le Conseil des Ministres

RESOLUTION N° 3/CM/14

Relative au financement des Comités Nationaux du CILSS.

Le Conseil des Ministres du CILSS réuni en sa 14ème session ordinaire à Mindelo (Cap Vert) du 26 au 28 janvier 1981,

- rappelant ses résolutions n° 2/CM/12 et n° 1/CM/13 prises sur le même objet
- rappelant les appels lancés à ce propos par la 3ème Conférence du Club du Sahel et la 4ème Conférence des Chefs d'Etats du CILSS,
- Constatant le retard qu'accuse la mise en oeuvre et le fonctionnement des Comités Nationaux du CILSS dont le rôle demeure primordial dans la mise en oeuvre des actions de l'organisation au niveau des Etats,
- réaffirme l'importance qu'il a toujours accordé à l'appui à ces Comités,
- engage le Secrétariat Exécutif du CILSS à entrer de nouveau en contact avec l'USAID en vue de la mise en oeuvre rapide, des fonds consentis par cette source de financement ; au profit de ces structures nationales d'une part, et à rechercher le financement complémentaire de cet important projet, d'autre part.

Fait à Mindelo, le 28 janvier 1981

Le Conseil des Ministres

RESOLUTION N° 4/CM/14

Portant adoption du budget du CILSS pour l'exercice 1981.

Le Conseil des Ministres du CILSS, réuni en sa 14ème session ordinaire à Mindelo (Cap Vert) du 26 au 28 janvier 1981,

Après avoir examiné le projet de budget du Secrétariat Exécutif et des Institutions Spécialisées au titre de l'exercice 1981,

arrête le budget de l'exercice 1981 du CILSS, en recettes et en dépenses, à hauteur de la somme de 284.794.198 F.CFA, répartie comme suit :





- Secrétariat Exécutif : 147.257.852 F.CFA
- Centre Agrhymet : 61.926.582 F.CFA
- Institut du Sahel : 75.609.764 F.CFA

Fixe la contribution des Etats Membres pour l'exercice 1981 à concurrence de :

- 37.441.285 F.CFA pour la Haute-Volta, Le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad ;
- 9.767.322 F.CFA pour le Cap-Vert et la Gambie.

Fait à Mindelo, le 28 janvier 1981

Le Conseil des Ministres

RESOLUTION N° 5/CM/14

Relative à la modification des taux forfaitaires des missions.

Le Conseil des Ministres du CILSS réuni en session ordinaire du 26 au 28 janvier 1981 à Mindelo (Cap-Vert),

VU le Convention portant création du Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS),

VU le Règlement intérieur du CILSS,

VU le Statut particulier du personnel du CILSS notamment son annexe C,

MODIFIE les taux forfaitaires journaliers des indemnités de déplacement accordés aux fonctionnaires et agents du CILSS comme suit :

PERSONNEL	ZONE A	ZONE B	ZONE C
Ministre Coordonnateur et Ministres en mission	30.000 CFA	25.000 CFA	-
Secrétaire Exécutif	30.000 CFA	25.000 CFA	5.000 CFA
Cadres supérieurs	25.000 CFA	20.000 CFA	3.000 CFA
Cadres moyens	25.000 CFA	15.000 CFA	2.500 CFA
Cadres d'exécution	-	11.000 CFA	2.500 CFA

- Secrétariat Exécutif : 107.527.825 F.CFA
- Centre Agronomique : 81.528.252 F.CFA
- Institut du Sahel : 77.609.704 F.CFA

Fixe la composition des Hauts Comités pour l'exercice 1981 à concurrence de :

- 27.641.585 F.CFA pour le Haut-Comité, le Haut, la Haute-Volta, le Niger, le Bénin et le Tchad ;
- 27.641.585 F.CFA pour le Haut-Comité, le Niger, le Bénin et le Tchad ;

Fait à Niamey, le 28 Janvier 1981

Le Conseil des Ministres

Résolution N° 14

Relative à la réaffectation des hauts comités des missions.

Le Conseil des Ministres de l'Union a pris en considération les propositions du 28 au 30 Janvier 1981 à Niamey (Niger).

Vu la Convention portant création de Hauts Comités Inter-Etats de l'Afrique de l'Ouest (CIEAO) ;

Vu le Règlement intérieur du CIEAO ;

Vu le statut particulier du personnel du CIEAO notamment son annexe G ;

Notant les hauts comités des missions des Indes de l'Union ;

Compte tenu des recommandations et avis du CIEAO comme suit :

Poste	Zone A	Zone B	Zone C
Ministre Coordonnateur et Ministre des Missions	30.000 CFA	25.000 CFA	20.000 CFA
Secrétaire Général	30.000 CFA	25.000 CFA	20.000 CFA
1ère Vice-Président	25.000 CFA	20.000 CFA	15.000 CFA
2ème Vice-Président	25.000 CFA	20.000 CFA	15.000 CFA
Autres membres	25.000 CFA	20.000 CFA	15.000 CFA
Centre d'opération	25.000 CFA	20.000 CFA	15.000 CFA

Cette modification entre en vigueur à partir du 1er février 1981.

Fait à Mindelo, le 28 janvier 1981

Le Conseil des Ministres.

RESOLUTION N° 6/CM/14

Demandant aux Etats de s'acquitter de leurs arriérés dans leurs cotisations.

Le Conseil des Ministres du CILSS, réuni en sa 14ème session ordinaire à Mindelo (Cap-Vert) du 26 au 28 janvier 1981 ;

Déplorant le retard de certains Etats Membres dans le versement de leurs cotisations au budget du CILSS ;

Considérant qu'un tel retard est de nature à nuire au bon fonctionnement de l'organisation, dans une situation économique internationale préoccupante ;

Demande aux Etats retardataires d'honorer leurs obligations vis-à-vis de l'organisation.

Fait à Mindelo, le 28 janvier 1981

Le Conseil des Ministres.

RESOLUTION N° 7/CM/14

Relative au transfert à l'Institut du Sahel de la Direction Administrative et Financière de l'annexe B "Lutte Intégrée" du Programme de Protection des Végétaux.

Le Conseil des Ministres du CILSS, réuni en sa 14ème session ordinaire à Mindelo (Cap-Vert) du 26 au 28 janvier 1981 ;

Considérant que conformément au protocole de gestion, le Secrétariat Exécutif est l'agence d'exécution de l'annexe B "Lutte Intégrée",

Considérant que la coordination et le suivi technique de l'annexe B sont assurés par l'Institut du Sahel (Bamako),





Soucieux de parvenir à une harmonisation des activités prévues dans le cadre de l'annexe B,

Décide de transférer à l'Institut du Sahel (Bamako) la Direction Administrative et Financière de l'Annexe B,

Mandate le Secrétariat Exécutif du CILSS pour négocier avec l'USAID les modalités pratiques de la mise en place à l'Institut du Sahel (Bamako) d'un système comptable représentatif de la Direction Administrative et Financière du Programme de Protection des Végétaux.

Fait à Mindelo, le 28 janvier 1981

Le Conseil des Ministres.

RESOLUTION N° 8/CM/14

Relative à la nomination d'un Agent Comptable au Secrétariat Exécutif du CILSS.

Le Conseil des Ministres réuni en sa 14ème session ordinaire à Mindelo (Cap Vert) du 26 au 28 janvier 1981,

VU la Convention portant création du Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS),

VU le règlement intérieur du CILSS notamment en son article 23,

VU le règlement financier du CILSS notamment en son chapitre II

VU le statut particulier du personnel du CILSS notamment en son article 3,

LE CONSEIL

NOMME Monsieur Moussa TANGARA, Candidat Malien, diplômé de l'Ecole Nationale de Trésor de Paris au poste d'Agent Comptable en remplacement de Monsieur Mohamed El Hafed Ould KHAIRY dont le départ est motivé pour raisons d'incompatibilité de fonctions.

DONNE mandat au Secrétaire Exécutif pour prononcer son recrutement dans les meilleurs délais.

Fait à Mindelo, le 28 janvier 1981

Le Conseil des Ministres.

Conclusions de l'Assemblée à une proposition des relations internationales

Le 15 mai 1961, l'Assemblée

Bureau de l'Assemblée à l'Assemblée de l'Assemblée de l'Assemblée

Administrative et financière de l'Assemblée

Mandat de l'Assemblée Exécutif de l'Assemblée pour négocier avec

l'Assemblée les nouvelles propositions de la mise en place de l'Assemblée de

l'Assemblée (Assemblée) d'un système complexe représentatif de la République

Administrative et financière de l'Assemblée de l'Assemblée de l'Assemblée

Fait à Genève, le 28 janvier 1961

Le Conseil des Ministres

### RESOLUTION N° 200/1

Relative à la Commission d'Enquête sur la Commission

Exécutif de l'Assemblée

Le Conseil des Ministres a décidé de créer une commission spéciale

(Assemblée) (Assemblée) du 28 au 29 janvier 1961

La Commission d'Enquête sur la Commission d'Enquête sur la Commission

de l'Assemblée de l'Assemblée de l'Assemblée de l'Assemblée

La Commission d'Enquête sur la Commission d'Enquête sur la Commission

La Commission d'Enquête sur la Commission d'Enquête sur la Commission

La Commission d'Enquête sur la Commission d'Enquête sur la Commission

Article 2

### LE COMITÉ

Composition Le Comité est composé de l'Assemblée, de l'Assemblée

de l'Assemblée de l'Assemblée de l'Assemblée de l'Assemblée

de l'Assemblée de l'Assemblée de l'Assemblée de l'Assemblée

de l'Assemblée de l'Assemblée de l'Assemblée de l'Assemblée

Compétence Le Comité a compétence pour négocier avec

l'Assemblée les nouvelles propositions de la mise en place de l'Assemblée de

Fait à Genève, le 28 janvier 1961

Le Conseil des Ministres

RESOLUTION N° 9/CM/14

Relative à la nomination du Directeur Général du Centre Agrhymet.

Le Conseil des Ministres du CILSS réuni en sa 14ème session ordinaire à Mindelo (Cap Vert) du 26 au 28 janvier 1981,

Vu la Convention portant création du Comité Permanent Interétats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS),

Vu le Statut particulier du personnel du CILSS,

Vu l'accord de base modifié CILSS/OMM pour l'exécution du Programme Agrhymet,

LE CONSEIL entérine la nomination de M. BOCAR COLY, Ingénieur Agronome de la République du Sénégal, au poste de Directeur Général du Centre Agrhymet en remplacement de M. MBAYE NDIAYE remis à la disposition de son pays.

Fait à Mindelo, le 28 janvier 1981

Le Conseil des Ministres.

RESOLUTION N° 10/CM/14

Relative aux prérogatives du Secrétariat Exécutif en matière de coordination.

Le Conseil des Ministres du CILSS réuni en sa 14ème session ordinaire à Mindelo (Cap Vert) du 26 au 28 janvier 1981,

Vu la Convention portant création du Comité Permanent Interétats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) ;

Vu la résolution N° 1/CM/7 portant adoption du Règlement Intérieur ;

Après examen des projets de modifications au dit Règlement Intérieur notamment en son article 13 ;

Adopte le nouvel article 13 annexé à la présente résolution.

Fait à Mindelo, le 28 janvier 1981

Le Conseil des Ministres.



RÉSOLUTION N° 34/14

Relative à la nomination du Directeur Général du Centre Agronomique  
Le Conseil des Ministres de l'Etat a décidé en sa 10ème session ordi-  
naire à Niamey (Cap Vert) du 28 au 30 janvier 1981.

Vu la Convention portant création du Centre Agronomique Inter-  
états de l'Afrique de l'Ouest (CIAS) ;

Vu les statuts particuliers du personnel de l'Etat ;

Vu l'accord de base modifié CIAS/OM pour l'exécution du programme

de l'Etat ;

LE CONSEIL a nommé la commission de M. BOUABOU, Ingénieur Agronome  
en sa 10ème session ordinaire à Niamey, au poste de Directeur Général du Centre  
Agronomique en remplacement de M. MOUZA MOUZA, en sa 10ème session de son  
poste.

Fait à Niamey, le 28 janvier 1981

Le Conseil des Ministres

RÉSOLUTION N° 35/14

Relative aux propositions du Secrétariat National en matière de  
coopérations.

Le Conseil des Ministres de l'Etat a décidé en sa 10ème session ordi-  
naire à Niamey (Cap Vert) du 28 au 30 janvier 1981.

Vu la Convention portant création du Centre Agronomique Inter-  
états de l'Afrique de l'Ouest (CIAS) ;

Vu la résolution N° 1/81 portant adoption du Règlement Inter-  
états ;

Après examen des projets de modifications et des amendements Inter-  
états en son article 13 ;

Adopte la nouvelle article 13 annexé à la présente résolution.

Fait à Niamey, le 28 janvier 1981

Le Conseil des Ministres

ARTICLE 13

Le point de l'ancien article 13 est modifié comme suit :

Le Secrétaire Exécutif est chargé de la recherche et de la coordination des financements tant bilatéraux que multilatéraux pour la réalisation des projets et programmes du Secrétariat Exécutif et des Institutions Spécialisées.

Il fera appel, en cas de besoin, aux Directeurs des Institutions Spécialisées, pour la réalisation de cette tâche.

Le point G de l'ancien article 13 est modifié comme suit :

Le Secrétaire Exécutif est seul responsable devant le Conseil des Ministres du fonctionnement des Institutions Spécialisées.

Les Directeurs des Institutions Spécialisées dépendent hiérarchiquement de lui mais conservent leur autonomie financière et administrative.

RESOLUTION N° 11/CM/14

Relative à la suppression des véhicules de service et allouant une indemnité de transport.

Le Conseil des Ministres du CILSS réuni en session ordinaire du 26 au 28 janvier 1981 à Mindelo (Cap Vert) ;

Vu la Convention portant création du Comité Permanent Interetats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) ;

Vu le Statut particulier du personnel notamment les articles 28 et 28 bis,

Le Conseil

Décide la suppression des véhicules de fonction pour le personnel des cadres supérieurs,

Institue une indemnité de transport fixée à 40.000 F.CFA/mois pour le personnel des cadres supérieurs,

Confie l'expertise des véhicules visés au Gouvernement de Haute-Volta,

Mandate le Secrétaire Exécutif du CILSS pour étudier les modalités

ARTICLE 13

Le point de l'ancien article 13 est modifié comme suit :

Le Secrétariat Exécutif est chargé de l'administration et de la coordination des programmes et des activités de l'Organisation pour la promotion des échanges et des relations économiques et sociales entre les pays en développement et les pays développés.

Il sera appelé, en son sein, aux Directeurs des Institutions Spécialisées, pour la réalisation de cette tâche.

Le point de l'ancien article 13 est modifié comme suit :

Le Secrétariat Exécutif est seul responsable devant le Conseil des Ministres du fonctionnement des Institutions Spécialisées.

Les Directeurs des Institutions Spécialisées dépendent hiérarchiquement de lui mais conservent leur autonomie financière et administrative.

RESOLUTION N° 11 (XIV)

Relative à la coopération des véhicules de service et à l'efficacité du transport.

Le Conseil des Ministres du CISS a adopté une résolution relative au 28 janvier 1987 à Madrid (C-1987) :

Vu la convention portant création du Comité Permanent Inter-États de la région méditerranéenne (CISS) ;

Vu le statut particulier du personnel notant les articles 32 et 33 de la

Le Conseil

Décide la coopération des véhicules de service pour le personnel des cadres supérieurs,

Instaure une indemnité de transport liée à 40.000 F.CFA/mois pour le personnel des cadres supérieurs,

Confie l'expertise des véhicules ainsi qu'un mouvement de maintenance, de réparation et de remplacement des pièces,

Mandate le Secrétariat Exécutif du CISS pour étudier les modalités

de cession des dits véhicules après avis du Gouvernement de Haute-Volta.

Fait à Mindelo, le 28 janvier 1981

Le Conseil des Ministres.

RESOLUTION N° 12/CM/14

Modifiant l'indemnité de logement octroyée au Secrétaire Exécutif.

Le Conseil des Ministres du CILSS réuni en sa 14ème session ordinaire du 26 au 28 janvier 1981 à Mindelo (Cap Vert),

Vu la Convention portant création du Comité Permanent Interétats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS),

Vu le Statut particulier du personnel du CILSS notamment en son article 30,

Le Conseil,

Mandate le Secrétaire Exécutif du CILSS pour présenter à la prochaine session du Conseil des Ministres un devis estimatif d'un hôtel du Secrétaire Exécutif,

Mandate le Secrétaire Exécutif pour activer la recherche du financement pour la construction du siège du CILSS et de l'Institut du Sahel ainsi que des logements des cadres supérieurs,

Décide à titre conservatoire d'accorder au Secrétaire Exécutif une indemnité de logement forfaitaire de 250.000 F.CFA/mois.

Fait à Mindelo, le 28 janvier 1981

Le Conseil des Ministres.

RESOLUTION N° 13/CM/14

Le Conseil des Ministres du CILSS réuni en session ordinaire du 26 au 28 janvier 1981, à Mindelo ;

Vu la Convention portant création du Comité Permanent Interétats





de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel,

Vu la résolution N° 3/CM/7 portant adoption du Règlement financier après examen de modifications proposées par le Ministre Coordonnateur au Règlement Financier approuvé le 28 avril 1977,

Adopte le nouveau Règlement financier annexé à la présente Résolution.

Fait à Mindelo, le 28 janvier 1981

Le Conseil des Ministres.

ARTICLE I : Les règles financières et comptables du CILSS ;

- Le budget du CILSS
- Le contrôle financier

CHAPITRE II - Le Contrôle financier

ARTICLE 13 : Le Contrôle Financier des opérations du CILSS est assuré par :

- l'Inspecteur des Finances
- le Commissaire au Comptes

ARTICLE 14 : L'Inspecteur des Finances mis à la disposition de l'Organisation par l'un des Etats membres, est nommé par le Ministre Coordonnateur pour une période de 2 ans.

ARTICLE 15 : L'Inspecteur des Finances assure le contrôle sur place et sur pièces, d'une façon innopinée ou suivant une périodicité convenue. Il a accès à tous les livres et pièces comptables.

Un rapport de vérification accompagnée des situations comptables annexes est adressé au Ministre Coordonnateur.

L'ARTICLE 13 devient l'ARTICLE 16

L'ARTICLE 14 devient l'ARTICLE 17

de l'Etat contre la Sécurité dans le monde.

Un tel règlement ne peut être adopté que par le Parlement après avoir été soumis à la Commission des Affaires étrangères et au Comité de coordination.

Le règlement est adopté le 22 avril 1962.

Adopté par le Parlement le 22 avril 1962.

Fait à Bruxelles, le 22 janvier 1962.

Le Conseil des Ministres.

ARTICLE 1 : Les règles financières et comptables de l'Etat :

- Le budget de l'Etat
- Le contrôle financier

CHAPITRE II : La Comptabilité financière

ARTICLE 1 : La Comptabilité financière des opérations de l'Etat est tenue par :

- L'Inspectorat des Finances
- Le Commissaire au Budget

ARTICLE 2 : L'Inspectorat des Finances est une institution de l'Etat, par l'un des hauts fonctionnaires, est nommé par le Ministre des Finances pour une période de 5 ans.

ARTICLE 3 : L'Inspectorat des Finances a pour tâche de contrôler les dépenses, d'en faire l'analyse et de présenter des rapports. Il a accès à tous les livres et pièces comptables.

Un rapport de vérification accompagné des pièces comptables annexes est adressé au Ministre des Finances.

L'ARTICLE 12 devient l'ARTICLE 13

L'ARTICLE 13 devient l'ARTICLE 14

MESSAGE ADRESSE

A SON EXCELLENCE

MONSIEUR LE PRESIDENT EN EXERCICE DE L'ORGANISATION DE  
LA CONFERENCE ISLAMIQUE

Monsieur le Président,

Nous venons d'apprendre avec la plus grande joie que la Conférence des Chefs d'Etat de votre Organisation a été couronnée d'un réel succès. Nous voudrions vous en féliciter très vivement.

Comme vous le savez, la plupart d'entre nous, Ministres du Développement rural des Etats du CILSS auraient pris part à vos importantes assises si ne se tenait au même moment à Mindelo la 14ème session ministérielle de notre Organisation. Mais, nous pouvons vous assurer que nous avons tous suivi avec intérêt vos travaux et communiqué avec l'ensemble des frères de la Communauté Islamique réunis dans votre capitale.

Si les décisions que vous avez prises à l'issue de vos travaux rencontrent toute votre totale adhésion, il en est une cependant dont vous nous permettrez de vous féliciter particulièrement : il s'agit de votre résolution de nous soutenir de façon significative dans le combat que nous menons contre les effets de la sécheresse et pour le développement du Sahel. Cette résolution répond tout à fait à un souhait profond que nous avons tenu à exprimer solennellement par une motion adoptée ce jour même et que nous avons le plaisir de vous communiquer :

MOTION

Le Conseil des Ministres du CILSS, réuni en sa 14ème session ordinaire les 26 et 27 janvier 1981 à Mindelo.

Considérant la résolution adoptée par les Ministres des Affaires Etrangères de l'Organisation lors de leur Conseil tenu à FES visant à élaborer un programme spécial de coopération avec les pays du Sahel ;

Considérant la part prépondérante prise par les pays Arabes membres de l'Organisation de la Conférence Islamique dans la tenue de la IVème Conférence du Club du Sahel au Koweït ;



MESSAGU AGENCE

A SON EXCELLENCE

MONSIEUR LE MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE LA COMMUNICATION

1. CONTRE-LETTRE

Monsieur le Président,

Nous venons de prendre avec vous les grandes décisions de la Conférence des Chefs d'Etat de votre Organisation. Les décisions sont très importantes. Nous voudrions vous en féliciter très vivement.

Comme vous le savez, la plupart d'entre nous, Ministres du Développement, nous sommes très attachés à votre Organisation. Elle est très importante pour nous. Elle ne se limite pas à l'aspect technique de la planification. Elle est une organisation humaine. Elle nous permet de nous rencontrer et de nous entendre. Elle nous permet de nous entendre et de nous entendre. Elle nous permet de nous entendre et de nous entendre. Elle nous permet de nous entendre et de nous entendre.

Elle nous permet de nous entendre et de nous entendre. Elle nous permet de nous entendre et de nous entendre. Elle nous permet de nous entendre et de nous entendre. Elle nous permet de nous entendre et de nous entendre. Elle nous permet de nous entendre et de nous entendre. Elle nous permet de nous entendre et de nous entendre. Elle nous permet de nous entendre et de nous entendre. Elle nous permet de nous entendre et de nous entendre.

MOTIVATION

Le Conseil des Ministres de l'Organisation, réuni en sa 10ème session ordinaire les 25 et 26 Janvier 1981 à Nîmes.

Considérant la résolution adoptée par les Ministres des Affaires Etrangères de l'Organisation lors de leur Conseil tenu à Paris le 25 et 26 Janvier 1981 ;

Considérant la part prépondérante prise par les pays Arabes membres de l'Organisation et de la Conférence Islamique dans la tenue de la IVème Conférence du Club du Sahel au Koweït ;

Considérant la volonté réaffirmée des Pays Membres de l'Organisation de s'engager aux côtés des Sahéliens dans la lutte contre les effets de la sécheresse et pour le développement du Sahel ;

Le Conseil,

Adresse ses vœux les plus ardents de succès à la Conférence des Chefs d'Etat de l'Organisation de la Conférence Islamique.

Réaffirme la volonté des pays membres du CILSS de renforcer les liens étroits et fraternels de coopération avec l'organisation de la Conférence Islamique.

Exprime le souhait de voir cette coopération se concrétiser en un programme d'actions dans les meilleurs délais.

Fait à Mindelo, le 27 janvier 1981

Le Conseil des Ministres.

Sous la supervision du Ministre Coordonnateur, le Secrétaire Exécutif du CILSS prendra dans les meilleurs délais toutes les dispositions nécessaires pour traduire en un programme d'actions à vous soumettre cette volonté des populations et responsables de nos Pays de vous compter parmi leurs partenaires privilégiés.

Connaissant votre souci personnel de réaliser avec les Sahéliens la réhabilitation de cette région qui compte parmi les plus pauvres du monde musulman, nous avons la conviction que ce programme qui vous est soumis sera examiné favorablement. Aussi vous prions-nous, Excellence, d'exprimer à l'ensemble des Etats Membres de votre Conférence, notre profonde gratitude pour leur disponibilité à notre égard.

Nous terminons en priant Allah le TOUT PUISSANT d'accorder à vous même, et à toute la Communauté musulmane dans le monde la Paix, la Santé et le Bonheur.

Son Excellence JOAO PEREIRA SILVA  
Ministre Coordonnateur du CILSS

Au Nom des Ministres du Développement Rural de :

Cela démontre la volonté réelle des Pays Membres de l'Organisation  
de consacrer aux côtés des Nations dans la lutte contre les effets de  
la sécheresse et pour le développement du Sahel ;

Le Conseil,

Adresse ses vœux aux participants de la Conférence des  
Chefs d'Etat de l'Organisation de la Conférence Islamique.

Résolument la volonté des pays membres de l'OISS de renforcer les liens  
étroits et fraternels de coopération avec l'Organisation de la Conférence  
Islamique.

Exprime le souhait de voir cette coopération se concrétiser en un  
programme d'actions dans les meilleurs délais.

Fait à Mindebi, le 28 janvier 1981

Le Conseil des Ministres.

Sous la supervision du Ministre Coordonnateur, le Secrétaire Exécutif  
du CILSS prendra dans les meilleurs délais toutes les dispositions néces-  
saires pour traduire en un programme d'actions à vous soumettre cette vo-  
lonté des populations et responsables de nos Etats de vous compter parmi leurs  
partenaires privilégiés.

Connaissant votre souci personnel de réaliser avec les Nations la  
réhabilitation de cette région qui compte parmi les plus pauvres du monde  
aujourd'hui, nous avons la conviction que ce programme qui vous est soumis  
sera examiné favorablement. Aussi vous remercions, Excellences, d'exprimer  
à l'ensemble des Etats Membres de votre Conférence, notre profonde gratitude  
de pour leur disponibilité à notre égard.

Nous terminons en priant Allah le Tout Puissant d'accorder à vous  
mêmes, et à toute la Communauté musulmane dans le monde le Paix, la Santé  
et la Prospérité.

Son Excellence MOHAMMED EL-KHAYAT  
Ministre Coordonnateur du CILSS

Le Nom des Ministres du Développement Rural de :

- Gambie
- Haute-Volta
- Mali
- Mauritanie
- Niger
- Sénégal
- Tchad

2) - Communications diverses en séance plénière du Conseil des Ministres

a) - Allocution prononcée par Madame DE LATTE, chef du Secrétariat du Club du Sahel

Monsieur le Président, Messieurs les Ministres,

Je voudrais avant tout remercier le Gouvernement de la République des Iles du Cap Vert de m'avoir invitée à la quatorzième réunion ministérielle du CILSS. Je me considère comme très privilégiée de connaître Mindelo, carrefour de civilisations qui toutes ont fait une contribution à notre patrimoine culturel commun. J'apprécie à sa juste valeur l'accueil des Cap-verdiens à l'égard de qui, tous ceux qui les connaissent éprouvent de l'amitié et du respect.

Vos îles sont extraordinairement attachantes et je dirais même, émouvantes. Nous retrouvons dans leur paysage et leur mode de vie certaines valeurs qui me touchent beaucoup. Valeurs culturelles et humaines, valeurs d'austérité, une austérité souriante à ne pas confondre avec la misère que nous voulons vaincre. Un peuple qui s'attache à une terre dure et pauvre, qui lui exprime amour et soin, qui veut y vivre malgré les difficultés, qui y revient lorsqu'il a dû émigrer, cela vaut d'être admiré en partie parce que cette valeur d'austérité est à l'opposé des valeurs les plus apparentes du monde actuel.

Puisque la réunion de Koweït est à votre ordre du jour, je voudrais m'arrêter un instant à ses résultats et parler ensuite de sa dynamique.

Cette réunion a été positive à plusieurs points de vue. Je remercie vivement ceux d'entre vous qui ont eu la bonté de m'écrire pour me dire qu'ils l'avaient appréciée.



- Gambie

- Haute-Volta

- Mali

- Mauritanie

- Niger

- Sénégal

- Tchad

2) - Commission chargée de rendre compte au Conseil des

Ministres

a) - Affectation proposée par Madame DE MATTEI, chef du Secrétariat

du Club de Paris

Monsieur le Président, Mesdames les Ministres,

Je voudrais avant tout remercier le Gouvernement de la République des Iles du Cap Vert de m'avoir invité à participer à cette réunion ministérielle de l'UNESCO. Je me considère comme très privilégié de connaître personnellement de nombreux responsables de civilisations qui toutes ont fait une contribution à notre patrimoine culturel commun. Je voudrais à ce sujet vous adresser mes félicitations à l'égard de l'organisation de cette réunion, ainsi que de la contribution apportée à l'unité et au respect.

Les Iles sont extraordinairement riches en traditions et en dialectes, en langues. Nous retrouvons dans leur paysage et leur mode de vie certaines valeurs qui ne touchent pas seulement à l'histoire humaine, mais aussi à l'actualité, une actualité qui nous concerne tous. Je suis sûr que nous voulons vivre, en pleine conscience, une culture qui nous aide à nous comprendre et à nous respecter. On peut dire que c'est une culture qui nous aide à nous comprendre et à nous respecter. On peut dire que c'est une culture qui nous aide à nous comprendre et à nous respecter. On peut dire que c'est une culture qui nous aide à nous comprendre et à nous respecter.

Puisque la réunion de Koweït est à votre ordre du jour, je voudrais mentionner en passant à nos réunions et à nos échanges de nos dynamiques. Cette réunion a été positive à plusieurs points de vue. Je remercie vivement ceux d'entre vous qui ont en la bonté de m'accueillir pour me dire qu'ils m'ont apprécié.

Pour la première fois, la réunion de Koweït a rassemblé les représentants des pays Sahéliens, ceux des institutions de financement arabes, ceux des pays de l'OCDE et des organismes multilatéraux. Je pense qu'il est utile que des pays disposant d'importantes disponibilités -je pense aux pays de l'OCDE et aux pays arabes- comprennent plus profondément les difficultés et connaissent mieux les possibilités des pays sahéliens. On voit déjà clairement que les gouvernements des pays du CILSS poursuivront bilatéralement ou collectivement, suivant leurs choix, le dialogue que nous avons eu au Koweït. L'un des rôles du Club du Sahel peut être de faciliter les contacts dont chacun peut ensuite, à son gré, tirer profit.

Tous les participants réunis au Koweït ont bien voulu reconnaître que les échanges de vues avaient été caractérisés par la franchise, l'ouverture et la qualité même si, comme il est naturel, des points de vue différents avaient été exprimés. L'expression de points de vue différents permet de trouver des compromis et c'est à ces compromis qu'il conviendra de travailler.

Enfin, la réunion de Koweït a eu un caractère dynamique. Tout le monde est convaincu qu'il fallait progresser et que l'association de tous les partenaires, sur un pied d'égalité qui caractérise le Club du Sahel avait déjà produit des effets : effets insuffisants sans doute, effets imparfaits mais effets très positifs. De nombreuses suggestions ont été faites en vue de poursuivre et d'améliorer le travail conjoint des Secrétariats du CILSS et du Club. Ces suggestions ont été fondées sur les documents proposés à la réunion dont les participants ont bien voulu reconnaître la qualité. Leurs commentaires nous ont encouragés. Nous nous sentons mieux armés pour avancer tous dans la réflexion sur la stratégie que dans l'action qui est notre finalité. Nous avons écouté les suggestions et les critiques et nous voulons en tirer profit. Nous avons été sensibles à la confiance que l'on veut bien nous faire tant du côté des pays du CILSS que du côté des pays qui nous soutiennent.

Cette confiance est fondée sur un principe très puissant qui a caractérisé nos travaux. Celui de l'association.

L'association des pays du CILSS d'abord. Cette association, cette prise de conscience de problèmes communs à l'échelon national et à l'échelon





régional a joué un rôle considérable dans la mobilisation des moyens techniques et des moyens financiers extérieurs en faveur du Sahel. La Communauté Internationale a pris très au sérieux la création du CILSS ; elle y a vu un signe et un symbole : le signe que les pays qui en font partie veulent étudier en commun leurs possibilités et leurs problèmes afin de tirer le meilleur parti de leurs ressources et de résoudre les difficultés.

L'association des pays du CILSS avec ceux de la Communauté Internationale ensuite. Cette association a pour but de mobiliser des ressources et d'examiner en commun les contraintes qui pèsent sur la meilleure utilisation possible de ces ressources. Ces contraintes existent tant du côté des sahéliens que/<sup>des</sup> agences de coopération et seul un dialogue persévérant permettra de les identifier et de les résoudre.

Les pays de l'OCDE ont pris très au sérieux votre organisation régionale, le CILSS et ne lui ont pas mesuré les moyens. Ils ont pensé que cette organisation a vocation d'appeler l'attention du monde sur les besoins du Sahel en ressources techniques et financières et qu'elle a vocation d'aider ses pays membres à étudier comment l'utilisation de ces ressources peut être plus efficace. C'est pourquoi le travail du CILSS porte à la fois sur la réflexion d'ordre stratégique, sur la mobilisation des ressources dans certains secteurs clés pour le développement et sur des problèmes de politique économique aussi importants que celui des dépenses récurrentes et de la politique céréalière.

Il est très important me semble-t-il que les pays membres du CILSS tirent tout le parti possible de l'outil dont ils se sont dotés. C'est un outil extraordinairement utile. Il a beaucoup contribué à faire comprendre quelle devrait être l'orientation future des efforts de développement et notamment l'importance qu'il convenait de donner au développement de l'agriculture vivrière, à la protection de l'écologie et au reboisement.

Comme la plupart des délégués des pays de l'OCDE l'ont dit à Koweït les programmes de coopération future avec les pays du Sahel ne se relâcheront pas, bien au contraire. Toutes les déclarations qui ont été faites ont montré qu'ils s'accroîtront au cours des prochaines années et cela d'autant mieux que leurs résultats seront encourageants.



régional à tous les échelons de la mobilisation des moyens techniques et des moyens financiers existants en faveur du Sahel. La Communauté Internationale a pris très au sérieux la création du CILSS : elle y a vu un signe et un symbole : le signe que les pays qui en font partie veulent établir en commun leurs possibilités et leurs problèmes afin de tirer le meilleur parti de leurs ressources et de résoudre les difficultés.

L'association des pays du CILSS avec ceux de la Communauté Internationale élargie. Cette association a pour but la mobilisation des ressources et l'examen des communes les contraintes qui pèsent sur la meilleure utilisation possible de ces ressources. Ces contraintes existent tant du côté des équipements que des aspects de coopération et sont en dialogue permanent permettant de les identifier et de les résoudre.

Les pays de l'OCDE ont pris très au sérieux votre organisation régionale, le CILSS et ne lui ont pas ménagé les moyens. Ils ont pensé que cette organisation a vocation à appeler l'attention du monde sur les besoins du Sahel et ressources techniques et financières et qu'elle a vocation à aider les pays membres à mieux utiliser comment l'utilisation de ces ressources peut être plus efficace. L'association le travail du CILSS porte à la fois sur la réflexion d'ordre technique, sur la mobilisation des ressources et sur certaines activités afin de développer et sur des problèmes de politique économique aussi importants que celui des dépenses d'équipement et de la politique commerciale.

Il est très important de souligner que les pays membres du CILSS tiennent tout le parti possible de l'outil dont ils se sont dotés. C'est un outil extrêmement précieux. Il a beaucoup contribué à l'ère moderne que quelle que soit l'opposition interne des efforts de développement et notamment l'importance qu'il revêtait de donner au développement. L'agriculture vivrière, la production de la colza et du tabac. Comme la plupart des régions des pays de l'OCDE l'ont été à Koweït les programmes de coopération formels avec les pays du Sahel ne se résument pas, bien au contraire. Toutes les déclarations qui ont été faites ont montré qu'ils s'accroissent au cours des prochaines années et cela d'autant mieux que leurs résultats seront encourageants.

Permettez-moi de faire maintenant quelques commentaires sur le programme de travail des Secrétariats du CILSS et du Club pour l'avenir. Je ne voudrais pas paraphraser l'excellent document sur le "contrôle des tâches" du Secrétariat du CILSS, document qui vous a été soumis au titre du point 2 de votre Ordre du jour. Je voudrais simplement, indiquer, à titre d'exemple, pourquoi certaines orientations du programme de travail me semblent fécondes.

L'un des points forts du travail conjoint entrepris par les Secrétariats du CILSS et du Club au cours des quatre dernières années a été de dégager peu à peu des méthodes opérationnelles, souples, évolutives susceptibles de s'adapter aux changements des circonstances et des besoins.

L'une de ces méthodes, mise à l'épreuve pour les cultures irriguées est ce que le CILSS et nous appelons le "bilan-programme". Elle a beaucoup d'avantages en ce qu'elle permet de concilier :

- le diagnostic d'un secteur, c'est-à-dire un bilan succinct de l'expérience que l'on peut tirer des projets en cours ;
- des propositions concrètes en vue de tirer parti des nécessités et de surmonter les contraintes ;
- un programme des projets proposés par les Etats pour les prochaines années ;
- une synthèse régionale faite à partir de considérations spécifiques nationales.

Pour les cultures irriguées, secteur où les possibilités mais aussi de grandes contraintes ont été identifiées, il est proposé d'organiser, en 1981, des réunions visant quelques projets importants qui exigeront l'association de plusieurs donateurs. Je veux parler de l'Office du Niger, des petits périmètres irrigués en Mauritanie et des projets de l'ONAHA au Niger. Le CILSS a été prié d'organiser des réunions avec les sources de financement. Nous lui apportons tout notre appui pour les mener à bien.

En 1981-82, nous proposons de faire de nouveaux bilans-programmes pour chacun des pays du CILSS avec une synthèse générale qui permette de rapprocher les expériences en cours sur le plan régional.

Permettez-moi de faire maintenant quelques commentaires sur le programme de travail des Secrétariats du CILSS et du CIMP pour l'avenir. Je ne voudrais pas paraphraser l'excellent document sur le "contrôle des tâches" du Secrétariat du CILSS, document qui vous a été soumis au titre du point 2 de votre Ordre du jour. Je voudrais simplement, rajouter, à titre d'exemple, quelques certaines orientations du programme de travail me semblent fécondes.

L'un des points forts du travail conjoint entrepris par les Secrétariats du CILSS et du CIMP au cours des quatre dernières années a été de dégager peu à peu des méthodes opérationnelles, souples, évolutives adaptées de s'adapter aux changements des circonstances et des besoins.

L'un de ces méthodes, mise à l'épreuve pour les cultures irriguées est ce que le CILSS et nous appelons le "bilan-programme". Elle a beaucoup d'avantages en ce qu'elle permet de concilier :

- le diagnostic d'un secteur, c'est-à-dire un bilan succinct de l'expérience que l'on peut tirer des projets en cours ;
- des propositions concrètes en vue de tirer parti des nécessités et de surmonter les contraintes ;

- un programme des projets proposés par les Etats pour les pro-

chaines années ;

- une synthèse régionale faite à partir de considérations spéci-

ques nationales.

Pour les cultures irriguées, secteur où les possibilités

aussi de tranches contraintes ont été identifiées, il est proposé d'organiser, en 1981, des réunions visant quelques projets importants qui exigent l'association de plusieurs donateurs. Je veux parler de l'Office du Niger, l'association de plusieurs irrigués en Mauritanie et des projets de l'OMAH au Niger. Le CILSS a été prié d'organiser des réunions avec les sources de financement. Nous lui apportons tout notre appui pour les mener à bien.

En 1981-82, nous proposons de faire de nouveaux bilans-programmes pour chacun des pays du CILSS avec une synthèse générale qui permette de rapprocher les expériences en cours sur le plan régional.



Ces bilans-programmes concernent les cultures pluviales, l'hydraulique villageoise et pastorale et l'écologie-reboisement. Nous nous conformerons ainsi aux recommandations qui nous ont été faites au Koweït.

Pour exécuter ces bilans-programmes, les sources de financement qui nous soutiennent ont déjà exprimé leur intention de participer, et vos Gouvernements ont fait état de leur appui au CILSS.

En matière d'hydraulique villageoise, le CILSS a demandé un soutien pour son projet d'appui aux services nationaux chargés de l'hydraulique. Le FAC et le FED sont disposés à répondre à cette requête. Le travail est en voie d'organisation avec le CILSS, le CIEH, les sources de financement, et la Haute-Volta a bien voulu désigner un coordonnateur-général en la personne de Monsieur IDO. Nous sommes convaincus que le Leadership régional de Monsieur IDO trouvera dans chacun de vos Etats le relai national qui est la condition du succès des travaux envisagés. La finalité du travail est claire : mieux armer les services nationaux pour la gestion de programmes d'hydraulique plus importants en identifiant clairement les besoins et les contraintes qu'il faut surmonter pour que ces programmes soient encore plus efficaces.

Un travail de même nature, avec des finalités équivalentes est proposé dans le secteur de l'écologie et du reboisement. Ce travail sera conduit sous le Leadership de Monsieur NAJADA que le Gouvernement du Niger a bien voulu prêter au CILSS. Deux bilans-programmes tests sont en cours de réalisation en Gambie et au Niger. Un exercice encore plus complet et plus ambitieux est en cours au Sénégal avec l'appui du FAC. Ceux de la Gambie et du Niger sont soutenus par l'USAID, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Suisse. Nous voudrions après avoir vérifié la qualité des documents pour les pays que je viens de mentionner, poursuivre, étendre l'exercice aux autres pays du CILSS. Ainsi espérons-nous, voir plus clair et faciliter l'élargissement d'opérations encore très insuffisantes dans le secteur écologie et forestier.

Des bilans-programmes sont également prévus pour entraîner les efforts de tous dans le secteur des Cultures pluviales. Nous voudrions précéder le travail envisagé d'un atelier qui réunira les Directeurs de certains grands projets de première génération qui pourraient parler de façon très concrète des problèmes liés à l'intensification. L'intensification des cultures plu-





viales, comme certains d'entre vous l'ont souligné au Koweït est l'un des problèmes clés pour l'accroissement de la production céréalière dans le Sahel.

Simultanément, nous proposons, comme l'indique le document du CILSS de poursuivre la discussion des problèmes de politique céréalière (prix, commercialisation, stockage) qui sont liés intimement à la réussite des projets de production végétale. L'un des aspects de la politique céréalière, c'est l'établissement d'un plan alimentaire. Vous en avez discuté à la Haye en novembre et certains de vos pays ont demandé l'appui du Conseil Mondial de l'Alimentation pour trouver des sources de financement disposées à soutenir l'élaboration des plans alimentaires. Le Conseil et le CILSS sont convenus qu'il appartiendrait au CILSS d'organiser la coordination des travaux engagés pour la mise au point de plans alimentaires. Le CILSS, le Conseil, le Club, les donateurs intéressés seront réunis à Paris début février dans le cadre du "Comité restreint sur la politique céréalière" pour discuter de tout cela et organiser le travail. Nous examinerons notamment comment répondre à la requête du Gouvernement du Mali. Si d'autres pays souhaitaient un appui, il conviendrait qu'ils en avertissent le Secrétariat du CILSS.

Lorsque nous aurons avancé dans le travail que je viens d'évoquer, nous pensons comme le propose le document du CILSS, qu'il pourrait être opportun d'organiser dans chaque pays, sous l'égide du Comité National, une réunion avec les agences de coopération en vue d'examiner les rapports, leurs propositions et la façon d'y donner suite. La raison de la procédure proposée, c'est-à-dire des réunions nationales est que si certaines questions se prêtent à une discussion et des solutions régionales, d'autres, très concrètes, très spécifiques se prêteraient mieux à un examen à l'échelon national. Ainsi pourrait-on valoriser encore davantage le travail des Secrétariats du CILSS et celui des Comités Nationaux.

Je voudrais m'arrêter un instant sur les propositions qui ont été faites au Koweït pour tirer parti du rapport sur les dépenses récurrentes. La réunion de Koweït a confié, comme vous le savez aux Secrétariats du CILSS et du Club le soin d'organiser un colloque sur cette question avec l'appui du Fonds Monétaire International. Nous voulons organiser au mieux la tâche qui nous est confiée et nous voudrions bénéficier du plein appui de vos Gouvernements. Nous avons conscience d'avoir fait, dans ce domaine qui n'avait jamais été étudié, un travail de pionnier. Le sujet nous paraît

violate, comme certains d'entre eux l'ont fait en Roumanie et  
l'un des problèmes afin pour l'accomplissement de la production agricole  
dans le pays.

Simultanément, nous proposons, comme l'indique le document  
ECLAIR de nous faire la discussion des problèmes de politique agricole  
(prix, commercialisation, stockage) qui sont liés intimement à l'investissement  
dans le secteur de production agricole. L'un des aspects de la politique  
agricole, c'est l'écoulement des produits agricoles. Vous en avez déjà  
parlé à la fois en Roumanie et certains de vos pays ont demandé l'appui  
du Conseil International de l'Agriculture pour trouver des solutions de finance-  
ment adéquates à court terme. L'investissement des pays alimentaires. Le Conseil  
et le CILSS sont convenus qu'il s'agissait de CILSS d'organiser la  
coopération avec travaux engagés pour la mise en place d'un  
système. Le CILSS, le Conseil, le CILSS, les données intéressées seront  
réunies à Paris avec l'objectif dans le cadre du "Comité technique sur la  
politique agricole" pour discuter de tout cela et organiser le travail.  
Nous examinerons notamment comment répondre à la demande du gouvernement  
de Mali. Si d'autres pays souhaitent un appui, ils conviendront qu'il  
se traduise par le transfert de CILSS.

Pourquoi nous avons engagé dans le travail que je viens d'évoquer,  
nous sommes comme le propose le document du CILSS, qu'il pourrait être  
opposés d'examiner dans chaque pays, nous l'ajoutons au Comité National.  
Une réunion avec les experts de coopération en agriculture les rapports  
leurs conclusions et la façon d'y répondre. Le travail de la production  
proposée, c'est-à-dire les relations agricoles est dans certains cas  
surtout de présenter à nos membres et les relations agricoles, d'autres,  
très concrètes, les spécialisées ne présentent mieux à un examen à l'échelle  
du national. Ainsi, pour les valeurs encore élevées, le travail des  
spécialistes du CILSS et celui des Comités Nationaux.

Je voudrais résumer en quelques mots les propositions qui ont été  
faites au Conseil pour être prises en compte dans les échanges économiques.  
La réunion de Koweït a conclu, comme vous le savez aux Secrétariats du  
CILSS et du CILSS la mise d'organiser un colloque sur cette question avec  
l'appui du Fonds International Agricole. Nous voudrions organiser un tel  
la tâche qui sera est assignée à nos volontaires bénévoles du plein emploi  
de vos hommes jeunes. Nous avons connaissance d'avoir à l'été, dans ce domaine  
qui n'est pas seulement étudié, un travail de planification. Je suis sûr que



tellement important que nous voudrions donner au colloque une certaine solennité. Certes, le colloque devra traiter des problèmes particuliers des pays sahéliens et dégager des solutions pratiques pour eux mais il peut également ambitionner de proposer des actions qui dépassent le cadre des pays sahéliens et qui concernent l'ensemble des pays les moins favorisés. Je crois que le CILSS et vos pays pourraient en s'accordant avec les sources de financement sur certains principes faire une oeuvre exemplaire et nous aurons, je pense, l'occasion de vous en reparler.

Le problème des dépenses récurrentes est un problème d'économie générale qui ne concerne pas uniquement le développement rural. Si nous voulons réussir le colloque envisagé, il conviendra de sensibiliser de nombreux interlocuteurs. Dans les pays de l'OCDE, nous avons très largement diffusé le rapport sur les dépenses récurrentes. Peut-être serait-il utile que le CILSS fasse de même notamment en direction des Ministres des Finances et du Plan de ses pays membres afin qu'ils soient intéressés à la réalisation de notre projet.

J'ai pris connaissance avec intérêt du rapport préparé par la mission conjointe CILSS/CEAO sur l'axe de transport transsahélien. Il s'agit là d'un projet de longue haleine et qui devra mûrir. Bien des aspects du projet sont encore insuffisamment étudiés. Les experts ont proposé d'approfondir la réflexion. Si vous estimez que cela pourrait être utile, je crois que le Fonds Européen de Développement serait disposé à examiner une demande d'appui.

Je n'ai pas abordé, pour ne point alourdir votre réunion, l'ensemble des questions évoquées dans le document du Secrétariat du CILSS mais cela ne signifie pas que j'estime moins importantes celles que je n'ai pas citées. Au contraire, dans le domaine des ressources humaines, il y a beaucoup de travail à faire et le Secrétariat du CILSS en a bien conscience. Je pense, en particulier, à l'alphabétisation dont plusieurs Ministres ont parlé au Koweït et dont ils ont souligné l'importance en vue de la participation des populations.

Ce dont j'ai parlé et ce dont je n'ai pas parlé montre que nos Secrétariats se sont fixé des objectifs ambitieux. Nous devons être ambitieux dans nos désirs de changement et de progrès. Nous disposons d'un



collaborer à l'élaboration de nos programmes d'action et de nos politiques économiques. C'est la raison pour laquelle nous sommes très intéressés par les propositions de coopération technique et scientifique que vous nous faites. Les pays arabes et méditerranéens ont des besoins très particuliers en matière de coopération technique et scientifique. Ils ont besoin de l'aide de nos experts et de nos spécialistes pour leur permettre de développer leur économie et de réaliser leur indépendance. C'est pourquoi nous sommes très intéressés par les propositions de coopération technique et scientifique que vous nous faites.

Les programmes de coopération technique et scientifique que nous vous proposons sont très importants. Ils ont pour but de permettre aux pays arabes et méditerranéens de développer leur économie et de réaliser leur indépendance. C'est pourquoi nous sommes très intéressés par les propositions de coopération technique et scientifique que vous nous faites. Les programmes de coopération technique et scientifique que nous vous proposons sont très importants. Ils ont pour but de permettre aux pays arabes et méditerranéens de développer leur économie et de réaliser leur indépendance. C'est pourquoi nous sommes très intéressés par les propositions de coopération technique et scientifique que vous nous faites.

Je suis très intéressé par les propositions de coopération technique et scientifique que vous nous faites. Les programmes de coopération technique et scientifique que nous vous proposons sont très importants. Ils ont pour but de permettre aux pays arabes et méditerranéens de développer leur économie et de réaliser leur indépendance. C'est pourquoi nous sommes très intéressés par les propositions de coopération technique et scientifique que vous nous faites. Les programmes de coopération technique et scientifique que nous vous proposons sont très importants. Ils ont pour but de permettre aux pays arabes et méditerranéens de développer leur économie et de réaliser leur indépendance. C'est pourquoi nous sommes très intéressés par les propositions de coopération technique et scientifique que vous nous faites.

Je suis très intéressé par les propositions de coopération technique et scientifique que vous nous faites. Les programmes de coopération technique et scientifique que nous vous proposons sont très importants. Ils ont pour but de permettre aux pays arabes et méditerranéens de développer leur économie et de réaliser leur indépendance. C'est pourquoi nous sommes très intéressés par les propositions de coopération technique et scientifique que vous nous faites. Les programmes de coopération technique et scientifique que nous vous proposons sont très importants. Ils ont pour but de permettre aux pays arabes et méditerranéens de développer leur économie et de réaliser leur indépendance. C'est pourquoi nous sommes très intéressés par les propositions de coopération technique et scientifique que vous nous faites.

Je suis très intéressé par les propositions de coopération technique et scientifique que vous nous faites. Les programmes de coopération technique et scientifique que nous vous proposons sont très importants. Ils ont pour but de permettre aux pays arabes et méditerranéens de développer leur économie et de réaliser leur indépendance. C'est pourquoi nous sommes très intéressés par les propositions de coopération technique et scientifique que vous nous faites. Les programmes de coopération technique et scientifique que nous vous proposons sont très importants. Ils ont pour but de permettre aux pays arabes et méditerranéens de développer leur économie et de réaliser leur indépendance. C'est pourquoi nous sommes très intéressés par les propositions de coopération technique et scientifique que vous nous faites.

instrument de travail qui nous donne une force d'impact considérable. Cet outil a permis d'obtenir des résultats significatifs depuis 1976 et nous voulons qu'ils soient encore meilleurs dans l'avenir.

Je vous remercie.

b) Intervention du Représentant de la BADEA

Après avoir souligné l'importance de l'aide Arabe dans la région sahélienne, le représentant de la BADEA a indiqué que cette aide s'était, à la demande même des pays sahéliens, surtout consacrée au secteur de l'infrastructure, ce qui semblait être en contradiction avec l'objectif global d'autosuffisance alimentaire.

De plus, et cela est vrai de toutes les sources de financement, alors que les projets entrepris se réalisent généralement comme prévus, il ne paraît pas que les pays sahéliens en tirent toujours tous les bénéfices escomptés.

Au vu de ces constatations et alors même que l'Aide Arabe est destinée à s'accroître, la BADEA va entreprendre la préparation d'un document qui présentera, à l'intention des institutions arabes de financement, les lignes directrices autour desquelles pourrait s'articuler leur aide dans les prochaines années, pour une meilleure efficacité au service du développement du Sahel.

c) - Allocution de Monsieur SCHNEIDER, Secrétaire Général Adjoint de l'OMM

Monsieur le Ministre Coordonnateur,  
Messieurs les Ministres,  
Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi à mon tour de m'associer aux orateurs précédents pour exprimer par votre intermédiaire au Gouvernement de la République du Cap Vert et à vous même Monsieur le Ministre, au nom de l'OMM, nos félicitations les plus vives et nos remerciements les plus sincères pour la parfaite organisation de cette réunion et l'accueil chaleureux que nous a réservé la population de Mindelo.

insistant à ce point que nous avons une situation comparable. Mais  
cette situation d'attente des résultats de l'opération 1975 se situe  
vraiment au-delà de ce que nous pouvons envisager.

Je vous remercie.

b) Répartition du développement de la région

Après avoir souligné l'importance de l'axe arabe dans la région  
méditerranéenne, le rapporteur ne de la région a insisté sur le rôle  
à la fois de l'axe arabe et de l'axe méditerranéen, surtout en ce qui  
concerne l'investissement, ce qui implique une coordination avec l'objectif  
de développement régional.

Le plan, et en particulier les axes de développement, est  
alors que les projets d'investissement se réalisent effectivement comme prévu. Il  
ne paraît pas que les pays méditerranéens en tirent tous les bénéfices  
envisagés.

En ce qui concerne les constructions et autres infrastructures, il faut  
être à l'écoute, la région va certainement bénéficier d'un développement  
qui permettra, à l'intérieur des possibilités, d'attirer de l'investissement, les  
liens entre les deux axes de développement sont donc très importants. Il faut  
aussi que les pays méditerranéens soient impliqués dans le développement  
de la région.

c) L'opération de développement de la région méditerranéenne

de l'OMC

Membres du Comité de Développement

Membres des Ministères

Membres, Membres

Permettez-moi de vous dire que le développement des infrastructures pour  
exprimer par votre intervention le développement de la région de  
ce fait et à votre honneur le Ministère, du fait de l'OMC, les ministres  
nationaux des deux axes de développement sont donc impliqués pour la  
réalisation de cette opération et l'objectif principal que nous  
poursuivons est la coopération de l'OMC.



Permettez-moi de vous remercier tout particulièrement et sincèrement Monsieur le Ministre Coordonnateur et vous Messieurs les Ministres et Membres du Conseil du CILSS, d'avoir tenu compte du calendrier de l'OMM en fixant pour fin janvier la date de cette 14ème session de votre Conseil, retenus que nous étions avant cette date par la réunion du Bureau de notre Organisation à Manille aux Philippines, presque aux antipodes du Cap Vert où le programme Agrhymet a été donné comme un exemple vivant et fructueux de la Coopération Internationale pour lutter contre les catastrophes naturelles et promouvoir l'augmentation de la production agricole.

Je suis d'autant plus heureux de représenter notre Organisation à ce 14ème Conseil des Ministres que vous avez, durant cette session, considéré et adopté le nouvel Accord CILSS/OMM mis au point au cours de l'an dernier durant différentes réunions tenues à Ouagadougou, Genève et Niamey, réunions qui se sont déroulées dans une excellente atmosphère pleine de compréhension et d'amitiés réciproques.

Le Programme AGRHYMET s'ouvre aujourd'hui sur la phase 82-84, phase opérationnelle qui va conduire au niveau optimal, selon le désir de ceux qui l'ont conçu et créé, les pays du CILSS - et de ceux qui l'appuient et le parrainent - les pays donateurs et le PNUD.

Pour atteindre cet objectif il sera nécessaire au cours de ces prochains mois de renforcer les contacts avec les utilisateurs et de définir les modalités de la diffusion des informations dont il faudra bien en établir la forme et la nature. Mais de telles informations n'auraient de valeur que si elles s'appuient sur des données de base de bonne qualité, ce qui sous-entend un cadre institutionnel de service bien défini et la mise à disposition dans chaque pays de budget de fonctionnement et d'entretien adéquats ainsi que de locaux appropriés.

A propos du financement des activités du Centre AGRHYMET à Niamey, il est, comme vous le savez, assuré pour une partie importante sur l'ensemble des fonds du PNUD. Néanmoins la somme disponible sur les fonds régionaux du PNUD est limitée, celui-ci ayant préféré laisser l'attribution des sommes additionnelles aux Etats en les imputant sur l'accroissement du CIP national des différents Etats-Membres du CILSS.



Permettez-moi de vous remercier tout particulièrement et sincèrement pour la contribution que vous avez faite à l'Organisation des Nations Unies. Je suis très heureux de voir que votre pays continue à jouer un rôle actif et constructif dans le monde. Les efforts que vous faites pour promouvoir la coopération internationale sont très appréciés. Je suis sûr que votre pays continuera à apporter sa contribution à la paix et au développement du monde.

Le rôle de l'Organisation des Nations Unies est très important. Elle nous permet de travailler ensemble pour résoudre les problèmes du monde. Je suis sûr que votre pays continuera à jouer un rôle actif et constructif dans l'Organisation. Les efforts que vous faites pour promouvoir la coopération internationale sont très appréciés. Je suis sûr que votre pays continuera à apporter sa contribution à la paix et au développement du monde.

Le Programme d'Action pour le Développement est très important. Il nous permet de travailler ensemble pour résoudre les problèmes du monde. Je suis sûr que votre pays continuera à jouer un rôle actif et constructif dans le Programme. Les efforts que vous faites pour promouvoir la coopération internationale sont très appréciés. Je suis sûr que votre pays continuera à apporter sa contribution à la paix et au développement du monde.

Pour l'avenir, nous devons continuer à travailler ensemble pour résoudre les problèmes du monde. Je suis sûr que votre pays continuera à jouer un rôle actif et constructif dans l'Organisation. Les efforts que vous faites pour promouvoir la coopération internationale sont très appréciés. Je suis sûr que votre pays continuera à apporter sa contribution à la paix et au développement du monde.

Je suis sûr que votre pays continuera à jouer un rôle actif et constructif dans l'Organisation. Les efforts que vous faites pour promouvoir la coopération internationale sont très appréciés. Je suis sûr que votre pays continuera à apporter sa contribution à la paix et au développement du monde.

Cette nouvelle approche du PNUD vous en aviez connaissance, Messieurs les Ministres, mais je désirais la rappeler, étant donné les implications qu'elle aura sur le fonctionnement futur du Centre.

Au nom du Secrétaire Général, le Professeur W. N. qui regrette très vivement de n'avoir pu participer à cette importante réunion de votre Conseil, mais qui se réjouit d'apposer dans un proche avenir sa signature avec celle de Son Excellence Monsieur le Ministre Coordonnateur, au bas de l'Accord que vous avez considéré et venez d'approuver, et en mon nom personnel, je vous réitère Messieurs les Ministres mes plus vives félicitations pour l'achèvement de vos travaux en vous assurant encore une fois de tout l'appui de l'OMM.

Je vous remercie !

### 3) - LISTE DES PARTICIPANTS

#### CAP VERT

- Son Excellence JOAO PEREIRA SILVA,  
Ministre du Développement Rural,  
Ministre Coordonnateur du CILSS
- PIRES Antonio  
Conseiller Spécial du Ministre du Développement Rural  
Correspondant National du CILSS  
Ministère du Développement Rural
- SILVA SOARES HORACIO  
Directeur Général du Centre d'Etudes Agraires  
Ministère du Développement Rural
- DACOSTA MONTEIRO MIGUEL  
Directeur EMPA  
Secrétariat d'Etat au Commerce Tourisme et Artisanat

Cette nouvelle édition du livre vous en offre une connaissance, maintenant les Ministres, mais je dois la signaler, étant donné les implications qu'elle aura sur le fonctionnement même du Centre.

Au sein du Secrétariat Général, le Professeur A. J. qui participe tout vivement de l'avoir en participant à cette importante réunion de votre Conseil, mais qui ne saurait d'apporter dans son groupe avec sa signature avec celle de son Excellence Monsieur le Ministre Coordonnateur, en plus de l'aspect que vous avez constaté, et vous y apporterez, et en son personnel, je vous prie de l'assister les Ministres, qui plus vivement satisfaits pour l'achèvement de vos travaux et vous saluez encore une fois de tout l'appel de l'ONU.

Je vous remercie !

1) - Etat des Travaux

Etat des Travaux

- Son Excellence M. le Ministre de l'Économie et des Finances, Ministre du Développement Rural, Ministre Coordonnateur du CILSS

- M. le Ministre de l'Économie et des Finances, Ministre du Développement Rural, Coordonnateur Général du CILSS, Correspondant Spécial du CILSS, Ministre du Développement Rural

- M. le Ministre de l'Économie et des Finances, Directeur Général du Centre d'Études Agraires, Ministre du Développement Rural

- M. le Ministre de l'Économie et des Finances, Directeur Général, Directeur de l'État et Commerce Touristique et Agraire

- LEAL ANDRADE FERNANDO JORGE  
Directeur Régional  
Ministère du Développement Rural

#### GAMBIE

- Honorable Seni Singhateh  
Ministre de l'Agriculture et des Ressources Naturelles
- Son Excellence Bakary B. Darbo  
Haut Commissaire de Gambie à Dakar (Sénégal)
- Dr. N. S. M. NDOW  
Correspondant National du CILSS
- A. W. B DIAGNE  
Directeur de Cabinet  
Ministère de l'Agriculture et des Ressources Naturelles.

#### HAUTE-VOLTA

- Son Excellence COMPAORE ANDRE ROCH  
Ministre du Développement Rural
- SAWADOGO OMER  
Correspondant National du CILSS  
Ministère du Développement Rural
- YEDAN MAMADOU  
Directeur des services Matériels  
Ministère des Finances
- OUEDRAOGO LAURENT NONGOMA  
Contrôleur Général OFNACER  
Ministère du Développement Rural



- M. ARMANDO FERNANDO GONZALEZ  
Directeur Régional  
Ministère du Développement Rural

AMERIQUE

- Honorable Gent. RINGHART  
Ministère de l'Agriculture et des Ressources Naturelles

- Son Excellence JERRY A. BRYCE  
Chef Comissaire Général à Dakar (Sénégal)

- Dr. H. S. M. KIDW  
Correspondant National du CISS

- A. W. N. BIRCH  
Directeur de Cabinet

Ministère de l'Agriculture et des Ressources Naturelles

HAUTE-VOLTA

- Son Excellence GONZALEZ RIVERA ROCH  
Ministère du Développement Rural

- SAWABO OUM  
Correspondant National du CISS  
Ministère du Développement Rural

- YEDOU MALINDOU  
Directeur des services vétérinaires  
Ministère des Finances

- OUDOU MALINDOU  
Contrôleur Général des Finances  
Ministère du Développement Rural

MALI

- M. AMADOU THIAM  
Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture  
Représentant du Ministre
  
- TOURE SANOUSI  
Directeur Contrôle Financier  
Ministère des Finances et Commerce
  
- TRAORE MAMADOU FATOGOMA  
Directeur Général Institut d'Economie Rurale  
Ministère de l'Agriculture

MAURITANIE

- Son Excellence MOHAMED OULD AMAR  
Ministre du Développement Rural
  
- AHMEDOU OULD CHEICK EL ADRAMI  
Correspondant National du CILSS  
Ministère du Développement Rural
  
- FALL OUSMANE OUSEYNOU  
Directeur du Génie Rural  
Ministère du Développement Rural

NIGER

- Son Excellence BRAH MAHAMANE  
Ministre du Développement Rural
  
- MOUSSA SALEY  
Directeur de l'Agriculture  
Ministère du Développement Rural



MALI

- M. AMADO TILAN  
Ministre du Cabinet du Ministre de l'Agriculture  
Représentant du Ministre

- TOURE SAKOUSS  
Ministre du Commerce et de l'Industrie  
Directeur Général des Finances

- THOMAS SAKOUSS  
Ministre de l'Agriculture  
Directeur Général des Finances et de l'Industrie



MAURITANIE

- Son Excellence MOHAMMED OULD ANASS  
Ministre du Développement Rural

- ANASS OULD ANASS  
Ministre du Développement Rural  
Correspondant National des CIRS

- PAUL OULD ANASS  
Ministre du Développement Rural  
Directeur du Développement Rural

NIGER

- Son Excellence MOHAMMED ANASS  
Ministre du Développement Rural

- MOHAMMED ANASS  
Ministre du Développement Rural  
Directeur de l'Agriculture

- ISSOUFOU IBRAHIM  
Chef de Cabinet du Ministre des Finances
- TIEMOGO IBRAHIM  
Directeur du BEPRO  
Ministère du Développement Rural

SENEGAL

- Son Excellence SERIGNE LAMINE DIOP  
Ministre du Développement Rural
- GUEYE FALLOU M'BACKE  
Administrateur Civil  
Ministère du Développement Rural
- N'DIAYE SOULEYMANE  
Commissaire à l'Aide Alimentaire  
Ministère du Développement Rural

SECRETARIAT EXECUTIF DU CILSS

- SECK MAME N'DIACK  
Secrétaire Exécutif
- ABBA MOUSSA ISSOUFOU  
Directeur des ONG
- MOHAMED EL HAFED OULD KHAIRY  
Agent Comptable
- GREY-JOHNSON JAMES  
Directeur de la DDI
- MAIGA MAHAMADOU  
Responsable de l'unité de planification



- TROUBOU TIRAKIN  
Chef de Cabinet du Ministre des Finances

- TIRKOU TIRAKIN  
Directeur du BERO  
Ministère du Développement Rural

SECTEUR  
- Son Excellence SERGUE LAMINE DIOF  
Ministère du Développement Rural

- HUYE TALLON N'ELAK  
Administrateur Civil  
Ministère du Développement Rural

- N'DIAYE SOUMAYANE  
Commissaire à l'Aide Alimentaire  
Ministère du Développement Rural

SECRETAIRAT GENERAL DU CHES

- GEOR NANE N'ELAK  
Secrétaire Général

- ABBA MOUNSA TROUBOU  
Directeur des ONG

- MOUNSA EL MOUNSA CHEB KHARBI  
Agent Comptable

- CHEIKH MOUNSA JAMES  
Directeur de la DGI

- NAIGA MOUNSA  
Responsable de la Unité de planification

- SALL ALIOUNE  
Responsable Unité Ressources Humaines
- MADINGAR ALNGAR JEROME  
Directeur des Affaires Administratives et Financières

INSTITUT DU SAHEL, BAMAKO (MALI)

- NALLA KANE OUMAR  
Directeur Général
- KONATE MADI  
Directeur des Affaires Administratives et Financières

CENTRE AGRHYMET, NIAMEY (NIGER)

- COLY CHEICK BOCAR  
Directeur Général
- RIJKS DERK  
Coordonnateur du Programme Agrhyment

INVITES : F A O

- SAMBA COR SAR  
Sous-Directeur de la FAO,  
Directeur du bureau régional de la FAO pour l'Afrique  
ACCRA (Ghana)
- YVES PAGES  
Agroéconomiste principal  
FAO, Rome (Italie)
- ROBERT HIRSCH  
Economiste principal  
DAF/FAO, Rome (Italie)

B A D E A

- MOHAMED ENNIFAR  
B. P. 2640  
KHARTOUM (Soudan)

CLUB DU SAHEL

- Mme ANNE DE LATTRE  
Chef du Secrétariat Exécutif  
du Club du Sahel,  
PARIS

- BAIL ALIOUNE  
Responsable Unité Ressources Humaines

- MADINGAR ALKAR JEROME  
Directeur des Affaires Administratives et Financières

INSTITUT DU SAHEL, BAMAKO (MALI)

- MALIA KANE OUMAR  
Directeur Général

- KONATE MADI  
Directeur des Affaires Administratives et Financières

CENTRE AGRYCULTUREL NIAMEY (NIGER)

- COLY CHEICK BOCAR  
Directeur Général

- BILKS BERN  
Coordonnateur du Programme Agraire

ANNEXES : F.A.O.

- BAMA COR BAR  
Sous-Directeur de la F.A.O.  
Directeur du bureau régional de la F.A.O. pour l'Afrique  
ACCRA (Ghana)

- YVES PAGES  
Attaché principal  
F.A.O. Rome (Italie)

- ROBERT HIRSCH  
Economiste principal  
DAP/F.A.O. Rome (Italie)

B.A.D.E.A.

- MOHAMED ENNITAR  
B. P. 2640  
KH. RTOUN (Soudan)

CLUB DU SAHEL

- MME ANNE DE LATRE  
Chef du Secrétariat Exécutif  
du Club du Sahel  
P. 112

INVITES (suite)P N U D  
-----

- PETER MOLT  
Représentant Résident  
B.P. 575  
OUAGADOUGOU

U N S O  
-----

- GALAL MAGDI  
Directeur du FENU  
Conseiller Spécial de l'Administrateur du PNUD  
pour les questions soudano-sahéliennes,  
NEW-YORK (USA)
- LA MUNIERE  
Directeur du bureau de l'UNSO  
NEW-YORK
- ARBA HAMA DIALLO  
Chef du bureau régional de l'UNSO  
B.P. 366  
OUAGADOUGOU

INTERPRETES

- SONGRE HERVE  
B.P. 924  
OUAGADOUGOU
- Mme WANE née DIOP MARIE AISSATOU  
B.P. 5078  
DAKAR FANN - Sénégal

TRADUCTRICES

- STEADY N'DIAYE ELISABETH  
s/c Antoine N'DIAYE  
BCEAO  
DAKAR - Sénégal
- WILLIAMS NAM CHERILL  
s/c ALICO  
B.P. 1359  
DAKAR - Sénégal



INTERPRETES (suite)

P N U D

PETER MOLT  
Représentant Résident  
D. P. 275  
OUAGADOUGOU

U N S O

GAIL MADDI  
Attaché de l'ONU  
Conseiller Spécial de l'Administration de l'ONU  
pour les questions sudano-soudanaises  
NEW-YORK (USA)

LA MURIERE  
Directeur du Bureau de l'UNESCO  
NEW-YORK

ARBA RANA DIALLLO  
Chef du Bureau régional de l'UNESCO  
D. P. 356  
OUAGADOUGOU

INTERPRETES

SONGNE NERVE  
D. P. 264  
OUAGADOUGOU

Mme WINE née DION MARIE ASSATON  
D. P. 2078  
DAKAR (Sénégal)

TECHNICIENS

STANLEY N. DIANE ELIASSEN  
c/o Adolphe N. DIANE  
BOGEO  
DAKAR - Sénégal

WILLIAMS VAN CHERILL  
c/o AFICO  
D. P. 1552  
DAKAR - Sénégal

SECRETAIRES

- Mme LETROHER MARIA DE FATIMA  
CILSS
- Mme COMPAORE MARIE BIBIANE  
CILSS
- SANOU EMMANUEL  
CILSS
- Mme YOLANDE FORTES  
B.P. 62  
PRAIA - Cap Vert
- Mme ALICE SAINTE LUCE  
B.P. 60  
PRAIA - Cap Vert

SECRET

- MME LEBLANC MARIANNE DE KATIN  
CLASS

- MME COMBES MARIE BERNARD  
CLASS

- MME EMMAUCCI  
CLASS

- MME YOLANDE FORTES  
B.P. 62  
PR-1A - Cap Vert

- MME ALICE SAINT-LOUE  
B.P. 60  
PR-1A - Cap Vert